

**Le Président
nomme Zoheïr
Bouâmama
comme
Conseiller**

P3

RÉUNION UA – UE
À BRUXELLES



ASSEMBLÉES ANNUELLES 2025
DU GROUPE DE LA BID À ALGER

LE PREMIER MINISTRE, NADIR LARBAOUI :

**« Le développement
Sud-Sud, une nécessité
impérieuse »**

LIRE EN PAGE 2

Ph : DR



L'ÉDITO

L'AAPI doit voir grand

L'Algérie a fait de 2025 une année économique par excellence. Pour réaliser les objectifs du décollage économique, elle mise sur des investissements porteurs et rentables. C'est-à-dire, créateurs de la plus-value et d'emplois. Pour capter des investissements, nationaux et étrangers, un mécanisme a été mis en place. Ainsi créée, l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) préside à cette mission. Elle était chargée de libérer l'acte d'investir du carcan bureaucratique. En remplacement de la défunte Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI), étant surannée pour une telle mission. Aujourd'hui, il faut aller vers l'investisseur. Le capter et non plus l'attendre. Comment procéder ? Le convaincre de l'attractivité de notre climat des affaires, lui présenter les opportunités,

l'orienter vers des secteurs demandeurs et, enfin, lui faciliter la procédure pour qu'il réalise rapidement, vraiment rapidement, son projet. Notons que ce qui précède doit tenir compte d'une répartition équitable du développement à travers le pays. Ce faisant, l'investisseur est libéré des entraves. Mais les réflexes bureaucratiques sont à bannir. L'élément humain est déterminant. Il doit être réactif, interactif et souple en traitant avec l'investisseur. La numérisation, pour avoir des données précises et fiables, est aussi capitale. C'est un peu ce que le président Abdelmadjid Tebboune a exigé de l'AAPI, le 13 avril dernier, à Alger, à l'occasion de la deuxième Rencontre nationale avec les opérateurs économiques. Pour formaliser ces nouvelles exigences, l'AAPI a été instruite de créer un guichet unique qui va accompagner le porteur du projet. De bout en bout. Sur place, le demandeur accomplit toutes les procédures requises pour investir. Pour faire court, il entre par une

porte et en sort, « clé en main », par une autre. Ceci pour la forme. Dans le fond, et pour avoir une idée générale sur la deuxième étape de sa mission, l'AAPI doit aller au-delà de l'objectif quantitatif en matière de mobilisation des investissements. Pour attirer des capitaux dans des secteurs cibles, à forte valeur ajoutée et génératrices d'emplois, comme dans l'agriculture/l'agroalimentaire, l'industrie, les mines... Cela dit, la quantité importe. Elle démontre l'attractivité de notre environnement des affaires. Preuve par les chiffres, jusqu'au 1er mars 2025, l'AAPI a enregistré 12.843 projets, d'une valeur dépassant 5.776 mds DA et prometteurs de plus de 316.000 emplois. Alors où en est-on avec le guichet unique ? L'AAPI est dans les temps. Plusieurs guichets « décentralisés » sont créés et leurs directeurs installés. Notamment, dans les wilayas de Bordj Bou Arréridj, Sétif, Oum El-Bougach, Saïda et Skikda. En attendant les autres wilayas ? - l'AAPI s'engage à consacrer professionnalisme et opérabilité pour matérialiser, dans les meilleurs délais, les projets enregistrés. Mais rien n'est encore acquis ! Pour avancer, l'AAPI doit être à la hauteur de l'Algérie ambitieuse et surtout émergente.

Farid Guellil

SPÉCULATION SUR LE FIAT
« DOBLO PANORAMA 2025 »

**Quatre
personnes
condamnées
à 10 ans de
prison ferme**

P3

PAIX ET SÉCURITÉ EN AFRIQUE

Attaf met le doigt sur le mal

LA RASD EST BIEN PRÉSENTE À BRUXELLES :
N'en déplaise au Makhzen !

LIRE EN PAGE 3

CHENGRIHA À LA 3^E RÉGION
MILITAIRE :



**« Veiller sur
les intérêts
suprêmes
du pays »**

P 24

CRÉATION DE DEUX INSTANCES
CHARGÉES DU COMMERCE
EXTÉRIEUR

**Le Gouvernement
examine
le dossier**

P 4

HIPPODROME BAZER SEKHLA - EL EULMA,
CET APRÈS-MIDI À 15H30

**Duel entre
Farès D'hem
et Affila**

P 21

LES COURSES EN DIRECT

ASSEMBLÉES ANNUELLES 2025 DU GROUPE DE LA BID À ALGER

LE PREMIER MINISTRE, NADIR LARBAOUI :

« Le développement Sud-Sud, une nécessité impérieuse »

Le Premier ministre, Nadir Larbaoui, qui s'exprimait, mardi soir, à l'ouverture officielle des Assemblées annuelles du Groupe de la Banque islamique de développement (BID) tenues au CIC, a affirmé

que les institutions financières multilatérales, notamment le Groupe de la BID, étaient appelées à redoubler d'efforts pour renforcer leurs capacités, mobiliser davantage de ressources humaines et techniques et assurer les financements nécessaires à la mise en œuvre des projets, notamment ceux relatifs aux infrastructures et à la transformation industrielle en concrétisation du développement durable.

Larbaoui a dans ce contexte, précisé que les mutations internationales actuelles avaient un impact négatif sur la situation socioéconomique des pays musulmans, ce qui fait de « l'action de déve-



loppeur indépendant dans le cadre multilatéral, notamment Sud-Sud, une nécessité impérieuse, afin d'aplanir les obstacles et de contribuer au développement et à la prospérité de nos peuples musulmans, en dotant nos économies des capacités nécessaires pour s'adapter aux profondes transformations que connaît le système économique et politique international».

SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT DU PEUPLE PALESTINIEN

Le Premier ministre a ensuite souligné que la guerre génoci-

daire que subit le peuple palestinien depuis plus d'une année et demi, outre la destruction systématique des infrastructures et des structures publiques par l'occupation israélienne, « dans un mutisme accablant de la communauté internationale, incapable de mettre un terme à la machine de destruction israélienne », exigeait d'appeler à la concrétisation du principe de solidarité et de coopération sur lequel a été fondé le Groupe de la BID. Pour ce faire, il est impératif de « soutenir le développement du peuple palestinien frère, en mobilisant les mécanismes du Groupe pour l'aider à

poursuivre sa résilience tout en se focalisant sur les secteurs vitaux à caractère prioritaire, tels que la santé, l'éducation et l'alimentation ». Il a, par ailleurs, ajouté que l'accueil, pour la troisième fois, par l'Algérie, des Assemblées annuelles de ce Groupe « témoigne de sa ferme conviction de l'importance de la coopération et de la solidarité islamiques en vue d'une croissance économique intégrée ». Larbaoui a rappelé que l'Algérie avait été l'un des premiers pays à adopter l'idée de la création d'une banque de développement soutenant la croissance et contribuant à la consécration de la volonté de coopération entre les peuples de la Oummah musulmane, saluant par là même les réalisations du Groupe. Souignant « l'intérêt majeur accordé par l'Algérie à la coopération internationale et le soutien de l'intégrité territoriale », le Premier ministre a rappelé la décision prise par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, portant création de l'Agence de coopération internationale pour la solidarité et le développement, insistant sur l'importance de l'effort de diversification de l'économie adopté par l'Algérie dans le cadre d'un projet de réforme national global », mené et concrétisé par le président de la République.

Ania N.

LE VICE-PRÉSIDENT DE LA BID

« 51 États membres dépendent des hydrocarbures »

D e son côté, Rami Ahmad, vice-président de la Banque islamique de développement (BID) chargé des opérations a cité les défis de diversification de l'économie auxquels plusieurs pays font face parmi les États membres de la banque, affirmant qu'en dépit de cette dépendance à un seul produit économique comme les hydrocarbures et les produits miniers, des stratégies nationales sont inscrites pour sortir de cette situation. L'intervenant a relevé, en outre, la dépendance des économies à une seule ressource touchant 51 États membres, ce qui crée « une vulnérabilité économique d'une manière ou d'une autre », soulignant le rôle que peut jouer la BID dans la contribution à la diversification des économies des pays. La banque a lancé en 2023 un plan d'action dans le domaine de l'économie verte et de la protection du climat, a rappelé le même responsable, ajoutant qu'un montant de 5,5 milliards de dollars a été alloué au niveau de la banque, durant les trois dernières années, au financement climatique, destiné en particulier aux pays confrontés aux effets des changements climatiques ou faisant face à des conflits. Les participants à la conférence ont insisté sur les efforts consentis dans plusieurs pays membres de la BID pour sortir de la dépendance aux produits bruts, à travers l'investissement dans les groupements industriels et le développement des compétences humaines.

A. N.

MOHAMED ARKAB : « L'énergie et les mines, un pilier pour la diversification de notre économie »

Intervenant à l'occasion des réunions annuelles du Groupe de la BID à Alger, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Energies renouvelables, Mohamed Arkab, a affirmé que le secteur de l'énergie et des mines était un pilier important dans la diversification de l'économie du pays, dans le cadre d'une stratégie nationale intégrée. Le ministre d'État a précisé que la stratégie nationale en matière de diversification de l'économie et de réduction de la dépendance aux hydrocarbures s'appuyait sur le secteur de l'énergie et des mines, à travers le développement de l'industrie manufacturière et le renforcement de la couverture électrique pour les secteurs agricole et industriel, en vue de leur permettre prochainement de générer de la richesse, de créer de l'emploi et de renforcer la valeur ajoutée. Lors d'une séance débat, Arkab a indiqué qu'en matière d'hydrocarbures, « un programme intensif a été élaboré, se reflétant dans divers projets lancés, dont le projet de la raffinerie de Skikda et celle de Hassi Messaoud, avec une capacité de 5 millions de tonnes, en sus des projets de transformation des produits bruts, tels que le gaz en engrangé pour soutenir les industries manufacturières ».

Et d'ajouter que l'électricité et les énergies renouvelables constituent l'un des axes de contribution du secteur de l'énergie dans la diversification économique, relevant l'existence de « grands projets programmés, visant à étendre le réseau pour atteindre plusieurs zones industrielles et des exploitations agricoles, l'objectif étant de soutenir l'industrie et l'agriculture pour accélérer la démarche de diversification de l'économie ». Dans le même contexte, Sonelgaz supervise un projet « ambitieux » pour la fabrication de divers équipements énergétiques visant à soutenir la maîtrise des technologies, à travers la concrétisation des projets de l'énergie électrique (production, transport, et stockage), a indiqué le

ministre. Arkab a mis l'accent, dans ce sens, sur le rôle que doit jouer la mine de fer de Gara Djebilet et la mine de zinc de Oued Amizour à Béjaïa, ainsi que le projet de phosphate intégré à l'est algérien. Il a souligné que d'autres projets miniers entreront en activité à l'avenir, affirmant que « l'objectif escompté est la création de richesse, la garantie de postes d'emploi dans plusieurs régions, la maîtrise technologique et le développement industriel dans le pays ».

A. N.

**CADRE STRATÉGIQUE DE COOPÉRATION 2025-2027
L'Algérie et le Groupe de la BID signent une convention**

Un accord-cadre de coopération stratégique pour la période 2025-2027 a été signé entre l'Algérie et le groupe de la Banque islamique de développement (BID), en vue de soutenir les secteurs contribuant au renforcement de la compétitivité, à la diversification économique, au développement des infrastructures et à l'appui au secteur privé. L'accord portant également sur le renforcement des partenariats pour le développement du capital humain et de la coopération régionale, a été signé par le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, et le président du groupe de la BID, Muhammad Sulaiman Al-Jasser, sous la supervision du Premier ministre, Nadir Larbaoui. Il couvre quatre axes horizontaux d'appui, à savoir le renforcement des outils de financement islamique, l'atténuation des effets du changement climatique, l'autonomisation des femmes et des jeunes, le développement des capacités, et le renforcement des compétences.

PLUSIEURS AUTRES CONVENTIONS AVEC LES ÉTATS MEMBRES

Le groupe de la Banque islamique de développement (BID) a signé, hier à Alger, plusieurs conventions de financement avec des Etats membres, ainsi que des mémorandums d'entente avec des institutions internationales, pour un montant total de plus d'un milliard de dollars. Ces conventions visent à financer divers projets dans les domaines du développement durable et de la lutte contre les changements climatiques en Afrique et en Asie, ainsi que du développement des infrastructures et de l'amélioration des soins de santé. Dans ce cadre, un accord de coopération a été signé entre la compagnie algérienne d'assurance et de garantie des exportations (CAGEX) et la société islamique pour l'assurance des investissements et du crédit à l'exportation (ICIEC), l'une des entreprises du groupe de la banque, qui permet à cette dernière d'offrir des prestations de réassurance au profit de la CAGEX.

A. N.

LE GOUVERNEUR DE LA BANQUE D'ALGÉRIE : « Promulgation prochaine de nouveaux textes pour renforcer le cadre réglementaire de la finance islamique »

Le Gouverneur de la Banque d'Algérie, Salah-Eddine Taleb, a annoncé la promulgation prochaine de nouveaux textes pour renforcer le cadre réglementaire de la finance islamique, et lui conférer davantage d'« efficacité et de précision », en adéquation avec les normes internationales, a-t-il déclaré, lors de son intervention à la 19e édition du Forum Mondial de la finance islamique, placé sous le slogan « Transformation numérique et inclusion financière dans la finance islamique ». Organisé dans le cadre des Assemblées annuelles du Groupe de la Banque islamique de développement pour l'année 2025, qui se sont tenues du 19 mai à ce jour, dernier jour de cette rencontre, au Centre international des conférences « Abdellatif Rahal », sous le haut patronage du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. À cette occasion, le Gouverneur de la Banque d'Algérie a souligné que « le renforcement du cadre réglementaire de la finance islamique se fait en collaboration avec la BID, dans le cadre d'un plan d'action axé sur le développement de la politique monétaire, du marché monétaire et de l'organisation du travail des guichets de la finance islamique ». Taleb a estimé qu'un avenir prometteur attend la finance islamique en Algérie. Les chiffres parlent d'eux-mêmes ». En effet, cette finance enregistre une croissance annuelle moyenne de 20% pour les dépôts et de 15 % pour les financements, affirmant que « ces chiffres reflétaient la « confiance croissante » des opérateurs dans les services de la finance islamique ». Dans le même contexte, le Gouverneur a indiqué que « l'Algérie était en train d'élaborer une stratégie nationale pour le développement des moyens de paiement scripturaux, en phase avec les pratiques internationales, obligeant ainsi les Institutions financières à intégrer les principes de financement durable dans leurs politiques de crédit et d'investissement », a-t-il conclu.

L. Z.

RÉUNION UA – UE
À BRUXELLES

PAIX ET SÉCURITÉ EN AFRIQUE Attaf met le doigt sur le mal

Le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a intervenu, hier, à Bruxelles, dans le cadre des travaux de la 3e réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Union africaine et de l'Union européenne, lors de la session dédiée à la thématique "Paix, sécurité et gouvernance".

Selon un communiqué du ministère, Ahmed Attaf a mis en lumière "trois facteurs critiques qui caractérisent désormais le paysage africain en matière de paix et de sécurité: la prolifération inquiétante des foyers de tension, de crises et de conflits à travers le continent, la transformation de l'Afrique, en particulier la région sahélienne, en foyer du terrorisme international, ainsi que la faiblesse de la diplomatie collective, incapable de faire face à la détérioration de la situation sur le continent", ajoute-t-on de même source.

Le ministre d'État a, en outre, souligné "la nécessité impérieuse d'insuffler une nouvelle dynamique au partenariat Afrique-UE en matière de paix et de sécurité, de manière à permettre à ce cadre de coopération de réhabiliter le rôle de la diplomatie dans la résolution des crises en Afrique et l'appui des opérations de maintien de la paix dirigées par l'UA, outre un plus grand investissement dans la consolidation de la stabilité à travers le développement, étant la voie, la plus adéquate et la plus effi-



cace, pour instaurer une paix durable en Afrique et dans le monde entier".

La même source indique que cette réunion ministérielle a permis de procéder à une évaluation globale du niveau de mise en œuvre des conclusions du sixième sommet UA-UE tenu en février 2022. Le programme des travaux a également inclus l'organisation de tables rondes portant sur quatre thématiques majeures : "Paix, sécurité et gouvernance", "Multilatéralisme", "Réalisation de la prospérité", ainsi que "Populations, migration et mobilité", dans l'objectif d'examiner les moyens à même de consolider le partenariat UA-UE dans ces domaines.

RÉUNION AVEC KAJA KALLAS

En marge de sa participation aux travaux de la 3e réunion des ministres des Affaires étrangères de l'UA et de l'UE, Ahmed Attaf s'est entretenu hier à Bruxelles, avec la Haute représentante de

l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Kaja Kallas, indique un communiqué du ministère.

Les entretiens ont permis de "passer en revue les différents aspects des relations de coopération et de coordination unissant l'Algérie et l'Union européenne (UE), dans la perspective de réactiver les mécanismes institutionnels encadrant le partenariat algéro-européen", précise le communiqué. Les deux parties ont également évoqué la révision de l'accord d'association entre l'Algérie et l'Union européenne, permettant de "conférer à ce partenariat l'équilibre escompté, notamment dans son volet économique", selon la même source. À cette occasion, les deux parties ont échangé les vues et les analyses sur nombre de questions d'actualité, en tête desquelles, les développements de la situation en Libye, pays frère, en particulier, et les tensions dans la région du Sahel, en

général", ajoute le communiqué du ministère. La veille, mardi, les ministres africains des Affaires étrangères et le président de la Commission de l'UA, Mahmoud Ali Youssouf, ont tenu, à Bruxelles, une réunion de coordination à laquelle a pris part Ahmed Attaf.

Selon un communiqué du ministère, cette réunion a été tenue en prévision des travaux de la 3e réunion des ministres des Affaires étrangères de l'UA et de l'UE.

La même source a indiqué que la réunion a été consacrée à la "coordination des positions et à l'unification des points de vue entre les pays africains concernant les différents axes de partenariats entre l'UA et l'UE, afin de présenter aux partenaires européens des propositions concrètes et précises, en phase avec les objectifs de développement du continent africain et qui répondent aux aspirations de ses pays et peuples".

M. R.

ALGÉRIE – RASD Ahmed Attaf s'entretient, à Bruxelles, avec Mohamed Yeslem Beïssat

En marge de la troisième réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Union africaine (UA) et de l'Union européenne (UE), le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a eu, ce mardi à Bruxelles, un entretien bilatéral avec son homologue de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), M. Mohamed Yeslem Beïssat.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre des consultations diplomatiques soutenues menées par l'Algérie en faveur de la cause sahraouie. Selon un communiqué du ministère des Affaires étrangères, Attaf a saisi cette occasion pour adresser ses chaleureuses félicitations à M. Beïssat, récemment nommé à la tête de la diplomatie sahraouie. Il a exprimé ses voeux de succès dans l'exercice de ses fonctions dans un contexte régional et international marqué par d'importants enjeux géopolitiques. Les deux ministres ont passé en revue les derniers développements liés à la question du Sahara occidental, notamment sur le plan diplomatique, à l'heure où le dossier reste bloqué au niveau des Nations unies. Ils ont évoqué les efforts en

cours pour relancer le processus de règlement politique, dans le respect du droit international et des résolutions onusiennes, soulignant l'impératif de permettre au peuple sahraoui d'exercer pleinement son droit inaliénable et imprescriptible à l'autodétermination. La rencontre a été également l'occasion de donner les positions en prévision des travaux de la réunion UA-UE, notamment sur les dossiers stratégiques inscrits à l'ordre du jour. Dans un esprit de solidarité et de concertation, les deux responsables ont échangé sur les moyens de renforcer la voix africaine au sein du partenariat UA-UE, tout en mettant l'accent sur les prin-

cipes de justice, d'égalité souveraine entre les États, et de respect des droits des peuples. L'Algérie réaffirme ainsi, par la voix de son chef de la diplomatie, son attachement constant à la cause sahraouie et sa volonté de contribuer à une solution pacifique, juste et durable à ce conflit de décolonisation, dans le strict respect de la légalité internationale. Cette rencontre, tenue dans un contexte de forte mobilisation diplomatique autour de la question sahraouie, témoigne de la continuité du soutien algérien à la RASD, membre fondateur de l'Union africaine et acteur à partie intégrale de l'agenda continental.

M. Seghilani

CHARGÉ DES AFFAIRES POLITIQUES, DE LA JEUNESSE, DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET DES PARTIS Le Président nomme Zoheir Bouamama comme Conseiller

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a signé, hier, un décret pré-sidentiel portant nomination de M. Zoheir Bouamama conseiller auprès du chef de l'État, chargé des affaires politiques ainsi que des relations avec la jeunesse, la société civile et les partis politiques.

L. Zeggane

LA RASD EST BIEN PRÉSENTE
À LA RÉUNION UA – UE
DE BRUXELLES

N'en déplaise au Makhzen !

La diplomatie du Makhzen continue de subir des échecs et il ne se passe pas un jour sans que ses thèses, appuyées par un recours massif à la corruption et la subordination, ne tiennent plus devant la réalité historique du conflit du Sahara occidental. Le Maroc a tout tenté pour exclure la RASD du sommet UE-UA qui se tient à Bruxelles. Les responsables marocains ont feint d'ignorer que la République Arabe Sahraouie Démocratique est aujourd'hui une réalité incontournable consacrée par la lutte du peuple sahraoui, les résolutions de la communauté internationale et les décisions et arrêts de la Cour de justice européenne qui a rendu caducs tout accord de pays membres de l'Union européenne avec le Maroc englobant, dans son domaine géographique de mise en œuvre, les territoires sahraouis occupés. M. Mohamed Yeslem Beïssat, le ministre sahraoui des Affaires étrangères, a affirmé, hier mercredi, que la participation de la République sahraouie à la 3e réunion des ministres des Affaires étrangères de l'UA et de l'UE est la preuve qu'elle est une réalité politique et diplomatique irréversible, estimant que sa présence à Bruxelles est la meilleure réponse à la propagande marocaine prétendant le contraire et aux allégations du Makhzen. Dans une déclaration à l'APS, M. Beïssat a indiqué que la participation de son pays à cette réunion, aux côtés des pays frères africains et de 27 États européens, "intervient en sa qualité de membre fondateur de l'UA et membre actif de ce partenariat renouvelé entre les deux Unions". Pour le ministre sahraoui, cette participation est la meilleure réponse à la propagande marocaine qui annonçait, depuis plusieurs semaines, l'exclusion de la République sahraouie de cette réunion". Évoquant les mensonges de l'État d'occupation marocain visant à porter atteinte à la République sahraouie, le ministre a affirmé que celui-ci se trouve aujourd'hui face à une vérité éclatante et une certitude indéniable : la République sahraouie est une réalité politique et diplomatique irréversible. Les mensonges des diplomates de pâcotilles du sieur Bourita, drapés de leurs oripeaux, continuent d'afficher leurs échecs. Les soutiens qu'ils agitent comme des atouts dans l'exercice de la « mythomanie diplomatique » ne sont en réalité que des témoignages payés au prix fort qui n'ont pas résisté à la ténacité du peuple sahraoui qui continue sa lutte pour arracher son indépendance. Finalement la diplomatie marocaine qui traîne comme un boulet le scandale du Maroc-gate, des eurodéputés corrompus et du logiciel espion Pegasus, n'a pas pu effacer une réalité et une évidence : le Sahara occidental sera un jour ou l'autre libre n'en déplaise au Makhzen et à la famille royale qui, travaillés au corps par leurs instincts expansionnistes, continuent de croire qu'ils pourraient un jour « vendre » le mensonge de l'autonomie des territoires sahraouis dans le cadre de la souveraineté marocaine.

Slimane B.

CRÉATION DE DEUX INSTANCES CHARGÉES DU COMMERCE EXTÉRIEUR

Le Gouvernement examine les cadres réglementaires y afférents

Le Premier ministre, Nadir Larbaoui, a présidé, hier, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen des cadres réglementaires relatifs aux deux instances chargées de l'importation et de l'exportation et à la cession des terrains relevant du domaine privé de l'Etat pour la réalisation de projets de promotion immobilière, ainsi qu'à des exposés sur le renforcement des capacités de stockage des céréales et au projet de montage et d'assemblage des téléphones mobiles en Algérie, selon un communiqué des services du Premier ministre.

« Le Premier ministre, Nadir Larbaoui, a présidé, hier 21 mai 2025, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen du cadre réglementaire portant création, organisation et fonctionnement de deux instances nationales chargées respectivement de l'importation et de l'exportation, et ce, en exécution des instructions données par le président de la République relatives à l'organisation du commerce extérieur », énonce la même source, ajoutant que dans le cadre de la finalisation de la mise en œuvre de l'approche adoptée pour la promotion de la gestion du foncier écono-



mique relevant du domaine privé de l'Etat, le Gouvernement a examiné le cadre réglementaire fixant les conditions et les modalités de concession convertible en cession des terrains relevant du domaine privé de l'Etat destinés à la réalisation de projets de promotion immobilière à caractère commercial ». En outre, poursuit cette source, dans le cadre de la mise en œuvre des engagements du président de la République visant à garantir la sécurité alimentaire, le Gouvernement a entendu une communication sur l'état d'avancement du programme national de renforcement des capacités de stockage des céréales, qui ambitionne de porter la

capacité de stockage nationale de 4 à 9 millions de tonnes. »

Enfin, le Gouvernement a entendu une communication sur l'état d'avancement du dossier relatif à l'investissement dans les smartphones, y compris le projet de montage et d'assemblage des téléphones mobiles en Algérie, qui s'inscrit dans le cadre des efforts visant à développer cette filière de l'industrie nationale et à renforcer sa contribution au transfert et à la localisation des technologies, ainsi qu'à la participation des compétences nationales, notamment des jeunes, dans ce processus », a-t-on conclu.

R. N.

UN DIRIGEANT DÉVOUÉ À LA CAUSE DU 1ER NOVEMBRE L'université des sciences de la santé baptisée au nom de Youcef Khatib

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique Kamel Beddari et le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, Laïd Rebiga, ont procédé, hier, à la baptisation de l'université des sciences de la Santé (ex-faculté de médecine) au nom du défunt moudjahid Youcef Khatib et l'inauguration de la Faculté de médecine dentaire. Il faut savoir que ce choix n'est pas fortuit puisqu'il s'agit de l'un des braves hommes que l'Algérie a vu naître. Un grand moudjahid qui a donné le meilleur de lui-même en termes de sacrifice afin que vive le pays, indépendant et souverain. Né à Chlef, en 1932, il a rejoint l'ALN en 1956, lors de l'entame de la grève des étudiants décidée par l'Union générale des étudiants musulmans algériens (Ugema). Il a abandonné ses études de médecine pour apporter son soutien aux moudjahidine, qui ont rejoint le maquis de l'Ouarsenis. Il a

rejoint le maquis sans (trop) réfléchir sur le choix ni sur les tenants et les aboutissants de la mesure prise. Son pragmatisme lui a permis de se hisser à des grades plus élevés dans la hiérarchie de l'Armée de libération nationale (ALN). Youcef Khatib a été derrière la mise en œuvre d'un centre de formation, au maquis, des techniques et des méthodes de soins aux moudjahidine qui ont été choisis pour être formés en tant qu'infirmiers. Il était sur tous les fronts au sein

de l'ALN, a participé aux grandes opérations contre les soldats français. Son parcours est très riche en matière de responsabilités et de tâches en rapport avec la Guerre de Libération nationale ou le suivi historique dans le cadre de la défense de la mémoire révolutionnaire et sa consolidation. Après l'Indépendance il a opté pour le travail de la Mémoire, mettant en place une Fondation de la Mémoire de la Wilaya IV historique.

Ania N.

LE MINISTRE DE LA JUSTICE SUR LE PROJET DE LOI PORTANT MOBILISATION GÉNÉRALE : « Un recours, si nécessaire, pour l'Etat »

Répondant aux questions des membres de l'APN sur le projet de loi sur la mobilisation générale, le ministre de la Justice, garde des Sceaux, a précisé que ce dernier « constitue un cadre juridique mis à la disposition de l'Etat pour y recourir en cas de nécessité », rappelant que le principe de la mobilisation générale est « consacré dans la Constitution », d'où la nécessité de la promulgation de ce projet de loi pour « parachever les règles juridiques et procédurales régissant cette question ».

Dans ce contexte, Boudjemâa a détaillé les principales dispositions du projet, notamment en ce qui concerne l'organisation, la préparation et la mise en œuvre de la mobilisation, expliquant qu'en cas de proclamation de cette dernière, « des mesures exceptionnelles

seront mises en place ». Répondant à une question d'un député concernant les indemnisations des pertes résultant de la mobilisation, le ministre a fait observer que l'article 47 du projet de loi stipule qu'« il est possible de recourir aux juridictions pour obtenir réparation d'un acte ayant porté atteinte à une personne ou à son patrimoine financier ».

« 50 000 DOSSIERS DES VÉHICULES SAISIS PRIS EN CHARGE »

Par ailleurs, Boudjemâa a fait savoir que la question des véhicules saisis avait été prise en charge, rappelant que « pas moins de 50 000 dossiers liés à cette question ont été réglés en deux ou trois ans, et seuls quelques cas sont toujours en instance devant la justice », appelant à ne pas se fier aux fausses informations. L'Etat « poursuit ses efforts, à travers

l'appareil judiciaire, les forces de sécurité et l'armée, pour lutter contre la corruption et l'acharnement de certaines parties contre l'Algérie », a-t-il rassuré.

R. N.

SPÉCULATION SUR LE FIAT « DOBLO PANORAMA 2025 » Quatre personnes condamnées de 10 ans de prison ferme

Le tribunal de Bir Mourad Raïs relevant de la Cour d'Alger a condamné, hier, à 10 ans de prison ferme et à une amende de 100.000 dinars, quatre mis en cause dans une affaire de spéculation illégale sur la nouvelle voiture Fiat de type « Doblo Panorama » fabriquée localement. Selon le tribunal, ces personnes, qui étaient sous mandat de dépôt depuis le 8 mai dernier, ont proposé à la vente, sur le site « Ouedkniss », ce véhicule, à un prix exorbitant estimé à 505 millions de centimes. Il convient de rappeler que, dans le cadre de cette affaire, le Tribunal de Bir Mourad Raïs a ordonné, le 8 mai dernier, le placement en détention provisoire de quatre prévenus accusés de spéculation illégale sur la vente de véhicules de fabrication locale, selon un communiqué du Procureur de la République près le même tribunal.

R. N.

ÉTUDE DES PROPOSITIONS ET OBSERVATIONS AUTOUR DES STATUTS ET DU RÉGIME INDÉMNITAIRE DE L'ÉDUCATION Le MEN poursuit ses rencontres avec les syndicats

Le ministère de l'Éducation entame les réunions consacrées aux représentants des syndicats des fonctionnaires de l'administration des établissements de l'éducation et de l'enseignement. Le ministère de l'Éducation nationale a tenu mardi une séance consacrée aux représentants des organisations syndicales dont les statuts couvrent les corps relevant de la catégorie des fonctionnaires de l'administration des établissements de l'éducation et de l'enseignement, indique un communiqué du ministère. Ces réunions s'inscrivent dans le cadre des rencontres prévues pour l'examen des observations et propositions formulées par les organisations syndicales agréées auprès du secteur, concernant le statut et le régime indemnitaire, conformément au calendrier annoncé en date du 3 avril dernier, précise le communiqué. À l'instar des précédentes réunions, une semaine entière a été consacrée aux représentants de la catégorie des fonctionnaires de l'administration des établissements de l'éducation et de l'enseignement, en vue d'arrêter une proposition unifiée et consensuelle, conclut le communiqué.

A. N.

ANP

Trois terroristes abattus et 10 éléments de soutien arrêtés en une semaine

Trois terroristes ont été abattus à Khenchela et Aïn Defla et 10 éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés par des détachements de l'Armée nationale populaire, dans différentes opérations menées à travers le territoire national durant la période du 15 au 20 mai, indique, mercredi, un bilan opérationnel de l'ANP. « Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'ANP ont exécuté, durant la période allant du 15 au 20 mai 2025, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers l'ensemble du territoire national », précise la même source. Dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'ANP « ont abattu à Khenchela et Aïn Defla 3 terroristes et récupéré 4 pistolets mitraillers de type Kalachnikov, un pistolet semi-automatique de type Simonov, une quantité de munitions et d'autres effets, tandis que d'autres détachements de l'ANP ont arrêté 10 éléments de soutien aux groupes terroristes, dans différentes opérations à travers le territoire national ».

R. N.

FOIRE DES PRODUITS ALGÉRIENS EN MAURITALIE

Nos startup à l'honneur

Le directeur général du commerce extérieur par intérim, au ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Samir

Derradji a révélé hier sur les ondes de la chaîne 3 de la Radio algérienne, que pas moins de 200 participants, dont des exposants et des opérateurs économiques dans divers secteurs, prendront part aujourd'hui à la 7e édition de la Foire des produits algériens en Mauritanie qui se déroule jusqu'au 28 mai à Nouakchott, en Mauritanie.

Derradji a indiqué que cette manifestation aura pour objectif de mettre en valeur les capacités productives algériennes dans divers secteurs, notamment l'industrie, l'industrie pharmaceutique, l'électroménager, l'énergie et les mines, les énergies renouvelables, les travaux publics, l'agroalimentaire et les produits agricoles, mais aussi le textile et l'industrie du cuir. Pour la première fois, cette Foire verra la participation de PME et des startups, de l'agriculture et de la pêche, du tourisme, de l'artisanat et des métiers, du cuir et des industries du textile, ainsi que du mobilier domestique et bureautique. Et si les exposants auront la possibilité de réaliser des ventes directes aux visiteurs, Derradji a souligné que « le plus important



Ph : DR

résidé dans le fait que la Mauritanie est un partenaire important et une porte vers l'Afrique de l'Ouest », arguant que « certes, c'est un marché de 4 millions d'habitants, mais on vise un marché de 500 millions d'habitants en Afrique de l'Ouest ».

GRAND ENGOUEMENT DES OPÉRATEURS ALGÉRIENS

Rappelant que cette foire revêt un impact psychologique pour les participants, Derradji a souligné que « tout était déployé de sorte à réussir cette édition », relevant que le tronçon routier reliant Tindouf à Zouerate, comme la zone franche, sont exclusivement dédiés aux opérateurs économiques des deux pays pour renforcer les échanges économiques est commerciaux. « Nous recevons beaucoup d'opérateurs économiques au ministère et qui s'intéressent à la Mauritanie. Chaque année, il y a un grand engouement », a déclaré l'intervenant, relevant que « les

échanges restent timides, avec 50 millions de dollars d'exportations, (ciment, pharmaceutiques...etc.) contre 180 millions de dollars d'importations en 2024 (fer et poissons). Certes, cela reste équilibré comme taux d'échanges, mais les choses évoluent rapidement ».

VERS UN ACCORD PRÉFÉRENTIEL AVEC LA MAURITALIE

Pour aller plus rapidement dans le processus des échanges, Derradji a révélé que l'Algérie plaide pour un accord préférentiel avec la Mauritanie, affirmant que « l'idée est ancienne et on attend, peut-être cette édition, pour avancer dans les discussions sur cet accord avec les Mauritaniens ». Abordant la problématique de la logistique, il dira qu'il existe encore certaines difficultés, notamment pour les opérateurs qui acheminent leurs marchandises par route. « Le ministre du Commerce insiste sur le transport

maritime. Prochainement il y aura l'acquisition des avions cargos pour renforcer l'acheminement des marchandises. Cela prendra un peu de temps, car cela nécessite beaucoup d'investissements, mais les choses s'améliorent chaque année ».

RÉUNION DU CONSEIL D'AFFAIRES ALGÉRO-MAURITANIEN

Par ailleurs, Derradji a révélé que « cette Foire sera un espace de rencontres entre les exposants et les opérateurs des deux pays avec l'annonce de la réunion du Conseil d'affaires algéro-mauritanien. C'est un conseil très dynamique il y aura beaucoup de rencontre B2B. On s'attend également à la signature de plusieurs contrats entre les deux parties ». Du reste, Derradji est revenu sur les facilités accordées aux opérateurs en termes de change, affirmant qu'« il y a même un groupe de travail ouvert pour discuter de cet aspect au ministère des Finances ». « Nous avons sollicité les 100 meilleurs exportateurs pour discuter de soucis rencontrés par les opérateurs. Et je rappelle que la semaine passée, le ministère du Commerce, a réaffirmé que l'acte d'exporter était un acte de patriotisme. Aujourd'hui, il est question de pérenniser les exportations », déplorant que « l'obstacle est dans la mentalité de l'import. Du coup, il faut rendre l'acte d'exportation plus facile », citant notamment les mesures prises pour accompagner les exportateurs, comme le Fonds de soutien pour les exportateurs (FSPE). « Dans les jours à venir, ce fonds sera renfloué pour permettre aux opérateurs de mieux appréhender leurs opérations d'exportation », conclut Derradji.

Ania N.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Kouidri reçoit deux délégations du FADES et de l'Afreximbank

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, a reçu dans deux rencontres distinctes, une délégation du Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES), et une autre de la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), a indiqué un communiqué du ministère. La première rencontre ayant réuni le ministre avec la délégation du FADES, conduite par son directeur général, M. Bader Mohammad Al-Sâad, a permis de passer en revue, d'après la même source, « les mécanismes de financement et d'accompagnement des investisseurs pour la réalisation de leurs projets ». À cette occasion, M. Kouidri a mis en avant « la dynamique que connaît le secteur de l'Industrie pharmaceutique en Algérie, notamment dans le domaine de la fabrication des médicaments et des dispositifs médicaux, citant à cet égard, les nouveaux projets inscrits dans le domaine de la production locale des matières premières de certains médicaments », a fait savoir le communiqué. Le DG du FADES a souligné « l'importance de l'investissement dans le domaine de l'industrie pharmaceutique, étant un secteur prometteur, outre sa contribution à la dynamisation du développement dans les pays arabes et africains », affirmant que « le Fonds était disponible à accompagner et à financer les projets algériens dans ce domaine ». À noter que, la deuxième rencontre ayant réuni le ministre avec la délégation de l'Afreximbank, conduite par son directeur exécutif adjoint, Haythem El-Maayergi a été l'occasion de présenter l'expérience de cette Banque en matière d'accompagnement technique et de financement des projets dans divers domaines d'activité en Afrique, a conclu la même source.

L. Zeggane

COOPÉRATION Sonatrach s'entretient avec la compagnie indienne Larsen & Toubro

Le P-DG de Sonatrach, Rachid Hachichi, a reçu une délégation de la compagnie indienne Larsen & Toubro, conduite par le Directeur général adjoint et président de la compagnie, Subramanian Sarma, les deux parties ayant examiné les moyens de développer leur coopération, a indiqué un communiqué du Groupe. Lors de cette rencontre, tenue au siège de la Direction générale du Groupe public, les deux parties ont évoqué « les projets liant les deux sociétés, relatifs à la construction d'unités de traitement de gaz dans le sud-ouest du pays à Tinerkouk, Hassi Tidjerane et Hassi Bahamou, entrées en production effective de gaz en 2024, et connaissant actuellement le parachèvement des procédures relatives à la réception finale », a précisé la même source. Ajoutant que les entretiens ont également porté sur « les perspectives de partenariat futur entre Sonatrach et la compagnie indienne et les moyens de les concrétiser sur le terrain ». Dans ce contexte, les représentants de la compagnie indienne ont exprimé leur « forte volonté de s'engager dans les futurs projets de Sonatrach, notamment à travers la participation aux appels d'offres lancés par le Groupe ». À noter que Larsen & Toubro, une société indienne dont le siège social est à Mumbai, est l'une des principales entreprises d'ingénierie et de construction internationales, avec une grande expérience dans la technologie, les projets d'infrastructure et la fabrication en EPC (Engineering, Procurement and Construction), a conclu le communiqué.

R.E.

MARCHÉ PÉTROLIER

Le Brent en hausse à plus de 66 dollars

Les cours du pétrole sont en hausse, hier, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juillet, prenait 1,59% à 66,42 dollars, tandis que son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, gagnait 1,72% à 63,10 dollars.

L.Z.

Alger s'apprête à accueillir, en septembre prochain, un événement d'envergure continentale : le sommet du Groupement des agences africaines de promotion des investissements. Organisé en marge de la 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF), cet événement réunira les principaux acteurs africains de l'investissement pour promouvoir les opportunités d'affaires sur le continent et renforcer la coopération inter-agences. L'annonce a été faite ce mardi dans un communiqué officiel de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), qui coordonne les préparatifs en étroite collaboration avec la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) et l'Association mondiale des agences de promotion des investissements (WAIPA). Les préparatifs de ce sommet ont fait l'objet d'une réunion importante au siège de l'AAPI à Alger entre le directeur général de l'agence, Omar Rekkache, et Ismail Ersahin, P-DG de WAIPA. Cette rencontre a permis d'examiner les grandes lignes de l'organisation de l'événement, ainsi que les synergies à activer pour assurer son succès. Selon le communiqué, les deux responsables ont également abordé les moyens de renforcer la coopération bilatérale, notamment en matière de développement des mécanismes d'attraction des investissements directs étrangers (IDE). L'AAPI, membre de WAIPA depuis janvier 2024, entend profiter pleinement des opportunités d'appui technique et des programmes de renforcement de capacités offerts par cette organisation internationale. Ce sommet vise à constituer une plateforme incontournable pour la promotion des investissements à l'échelle du continent. Il offrira un cadre privilégié pour valoriser les

opportunités existantes dans différents pays africains, tout en encourageant l'échange de bonnes pratiques et le transfert de savoir-faire entre agences de promotion des investissements. La tenue de ce sommet à Alger en parallèle de la Foire commerciale intra-africaine représente un signal fort en faveur de l'intégration économique africaine. Elle permettra de mettre en lumière le rôle central des agences nationales dans la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), en attirant des capitaux privés capables de soutenir des projets structurants dans les infrastructures, l'industrie, l'agriculture, les énergies renouvelables ou encore les services numériques. Fondée en 1995, WAIPA est une organisation internationale qui regroupe les agences de promotion des investissements du monde entier. Elle offre une plateforme de dialogue, de formation et de coopération destinée à améliorer les capacités des agences membres à attirer et retenir les investissements directs étrangers. L'adhésion récente de l'AAPI à cette organisation ouvre la voie à une coopération plus approfondie, notamment à travers des programmes de développement des compétences, la participation à des conférences internationales et l'accès à un réseau mondial d'expertise. À tra-

vers cette dynamique, l'Algérie ambitionne de renforcer sa position en tant que hub d'investissement en Afrique du Nord et de jouer un rôle moteur dans le développement économique continental. En accueillant ce sommet, Alger confirme son engagement en faveur d'une vision africaine intégrée, axée sur la coopération Sud-Sud, la mutualisation des moyens et la valorisation des potentialités locales. Le choix de la capitale algérienne pour abriter cet événement témoigne aussi de la confiance des partenaires continentaux et internationaux dans les efforts entrepris par le pays pour améliorer son climat des affaires et moderniser ses instruments de promotion économique. Le sommet de septembre s'annonce ainsi comme un moment fort pour les décideurs africains et internationaux, les investisseurs, les agences publiques et les institutions financières désireux de participer à l'essor d'une Afrique plus connectée, plus résiliente et plus attractive. La convergence des politiques nationales d'investissement à travers des instances telles que ce sommet augure d'un avenir prometteur pour une Afrique qui mise sur ses propres forces et talents pour écrire un nouveau chapitre de son développement.

M. Seghilani

FACTIONS DE LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE

« Notre peuple reste attaché à sa terre »

Dans un contexte de tension extrême et d'escalade militaire dans le secteur de Ghaza, les factions de la résistance palestinienne ont lancé un avertissement solennel hier.

Elles dénoncent les plans de l'occupation israélienne visant à pousser la population palestinienne à se déplacer vers le sud du territoire, préparant ainsi son expulsion forcée. Dans un communiqué officiel, les factions rappellent que l'opération baptisée « Arabat Gideon », lancée par l'armée israélienne le 17 mai dernier, s'inscrit dans une stratégie de guerre d'extermination qui, selon elles, est vouée à l'échec. Elles affirment avec force que malgré la puissance militaire déployée, le



peuple palestinien demeure fermement attaché à sa terre et refuse de la quitter. Les factions ont salué le courage et la résilience des habitants, qualifiés de « patients, résistants et accrochés à leur terre ». Elles ont aussi rendu hommage à la résistance armée, qui, disent-elles, « défend son

réclame l'ouverture immédiate des points de passage pour l'acheminement de nourriture, médicaments, carburant et matériel médical d'urgence. Le communiqué salue également la position de solidarité de l'armée yéménite, saluant leur rôle actif dans la bataille baptisée « Toufan Al-Aqsa », un symbole de la résistance régionale contre l'occupation. Enfin, les factions réitèrent leur appel aux peuples arabes, musulmans et aux défenseurs de la justice dans le monde à s'engager dans cette lutte qu'elles qualifient de « bataille sacrée », soulignant ainsi l'importance cruciale du soutien populaire et international. Cette déclaration intervient alors que l'opération israélienne « Arabat Gideon » vise à contrôler totalement le secteur de Ghaza et à expulser ses habitants, dans un contexte de violences et de destructions massives qui continuent de faire des dizaines de victimes chaque jour.

M. Seghilani

PLUS DE 60 MORTS DANS DES ATTAQUES SIONISTES À l'aube de Ghaza meurtrie

L'agression israélienne sur le secteur de Ghaza entre dans une phase particulièrement violente et destructrice, marquée par un nombre croissant de martyrs et de blessés, l'affondrement des infrastructures sanitaires, et un blocus renforcé qui transforme la population en otage. Alors que la communauté internationale appelle à un cessez-le-feu, les préparatifs d'une offensive terrestre d'envergure laissent entrevoir une prolongation et une intensification du conflit aux conséquences humanitaires dévastatrices. Depuis les premières heures d'hier, Ghaza est frappé par une nouvelle vague d'attaques meurtrières de l'armée israélienne, faisant plus de 60 morts selon les autorités sanitaires locales. Ce bilan s'inscrit dans un contexte de guerre d'extermination qui ne cesse de s'intensifier, plongeant la population dans une situation humanitaire catastrophique. Les frappes israéliennes se sont concentrées sur plusieurs zones clés de Ghaza, faisant un grand nombre de victimes parmi les civils. Parmi les défunt figurent notamment le directeur du bureau d'aide palestinienne et un employé d'une association d'aide communautaire, tués lors d'une attaque par drone sur le camp de réfugiés de Maghazi, au centre du secteur. Les bombardements ont également

visé des infrastructures civiles essentielles : un point de distribution d'internet sur la rue Al-Nafaq, une boulangerie sur la rue Al-Wahda et des lieux de rassemblement populaires comme le marché et une halte de bus à Jabalia. Dans plusieurs quartiers, notamment à Deir al-Balah et Khan Younis, les frappes aériennes et d'artillerie ont causé de nombreuses pertes, notamment chez les femmes et les enfants. Le ministère de la Santé de Ghaza fait état de 82 morts et 262 blessés durant les dernières 24 heures, portant le total des victimes depuis le 18 mars 2025 à plus de 3 500 morts et près de 10 000 blessés. Le bilan cumulé depuis le début de l'agression israélienne en octobre 2023 dépasse désormais les 53 000 morts, illustrant l'ampleur dramatique de ce conflit. Au-delà du bilan humain direct, le secteur sanitaire est gravement touché par les attaques ciblées de l'armée israélienne, qui a notamment frappé le troisième étage de l'hôpital Al-Awda, ainsi que les réservoirs d'eau situés sur son toit. Ces attaques répétées paralyse les capacités d'accueil et de soins, alors que les hôpitaux fonctionnent avec des stocks limités de carburant pour les générateurs, menaçant l'accès aux soins d'urgence vitaux. Parallèlement aux bombardements, le blocus israélien se poursuit avec une

rigueur implacable. Depuis début mars, aucun convoi d'aide humanitaire ni aucun cargo-son de carburant n'est autorisé à entrer dans le secteur de Ghaza. Selon le bureau gouvernemental de communication, ce blocus alimentaire et médical est délibérément utilisé comme une arme de guerre contre la population civile, accentuant la crise humanitaire. Les Nations unies et diverses organisations internationales sont appelées à intervenir de toute urgence pour contraindre Israël à ouvrir les points de passage. Sur le plan militaire, des sources israéliennes rapportent que l'armée prépare une vaste opération terrestre, d'une durée estimée à deux mois, visant à contrôler la quasi-totalité du territoire de Ghaza. Cette manœuvre stratégique s'accompagnerait d'un plan d'expulsion progressive des habitants, réduisant la zone de vie palestinienne à un espace minimal. Cette offensive, nommée « Arabat Gideon », s'inscrit dans une logique d'occupation totale et de déplacement forcé des populations civiles, malgré les négociations diplomatiques en cours. Cette escalade militaire et cette politique de blocus systématique font craindre une aggravation dramatique du conflit, tant sur le plan humain que politique.

M.S.

RÉSISTANCE PALESTINIENNE : « Netanyahu manipule l'opinion à travers le leurre des négociations »

Dans un contexte de tensions persistantes et d'escalade dans le secteur de Ghaza, le mouvement de résistance a dénoncé ce mardi les manœuvres du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, qu'il accuse de tromper l'opinion publique mondiale en prolongeant sans fin la présence de la délégation israélienne à Doha, sans aucune intention réelle de négocier. Selon un communiqué officiel publié par le mouvement de résistance, la délégation israélienne continue de prolonger son séjour à Doha jour après jour depuis samedi dernier, mais sans entrer dans des négociations sérieuses. Cette stratégie est décrite comme une tentative délibérée de Netanyahu pour « jeter de la poudre aux yeux » et manipuler l'image qu'il renvoie à la communauté internationale. Le mouvement de résistance souligne que, malgré les annonces officielles israéliennes sur l'entrée d'aide humanitaire dans le secteur de

Ghaza, aucune aide significative n'a encore été acheminée. Les quelques camions qui ont franchi le passage de Kerem Shalom n'ont pas été remis à des entités internationales, ce qui jette un doute sérieux sur la sincérité de ces déclarations. Le mouvement palestinien considère que l'intensification des attaques israéliennes, combinée à la libération d'Eidan Aleksander et à la prolongation des pourparlers à Doha, dévoile clairement la volonté de Netanyahu de rejeter tout compromis et de maintenir une politique de guerre.

Le mouvement de résistance tient fermement l'occupation israélienne responsable de l'échec des tentatives de parvenir à un accord de paix, alors que celle-ci affirme vouloir poursuivre son offensive et envisager le déplacement forcé de la population palestinienne dans le secteur de Ghaza. Face à cette situation, le mouvement accueille favorablement l'élargissement du soutien inter-

national, notamment de plusieurs pays européens, qui condamnent l'agression israélienne et le blocus imposé. Cette solidarité internationale est perçue comme un appui important aux revendications légitimes du peuple palestinien. Le communiqué se termine en saluant les efforts des médiateurs internationaux et en réaffirmant la

disposition du mouvement de résistance à coopérer avec toute initiative sérieuse qui mettrait fin à l'agression, exigerait le retrait des forces d'occupation, leverait le siège, autoriserait l'entrée de l'aide humanitaire et amorcerait la reconstruction du secteur de Ghaza.

M.S.

KHAN YOUNES

Un soldat sioniste pérît dans l'effondrement d'un bâtiment

L'armée israélienne a confirmé hier la mort d'un soldat et la blessure d'un autre dans le sud du secteur de Ghaza, après l'effondrement d'un bâtiment piégé où une unité israélienne était intervenue. Le soldat décédé a été identifié comme le sergent-chef Danilo Mocano, membre de la compagnie de reconnaissance-attaque du bataillon 82. Selon des sources militaires, la force israélienne était entrée dans un immeuble de quatre étages suspecté d'être piégé. Une explosion causée par un engin explosif dissimulé a alors provoqué l'effondrement du bâtiment, entraînant la mort du sergent-chef Mocano et la blessure d'un autre soldat. Les opérations de secours se sont prolongées plusieurs heures, impliquant des efforts intenses pour extraire le corps du soldat des décombres. L'armée mène actuellement une enquête afin de déterminer la manière dont l'engin explosif a été déclenché contre ses forces. Cette annonce intervient un jour après que l'armée israélienne a également reconnu la mort d'un autre soldat, Youssef Yehouda Hirak, du bataillon d'ingénierie 601, tombé lors des combats dans le nord du secteur de Ghaza. Depuis le début de la guerre, le 7 octobre 2023, les pertes israéliennes sont officiellement chiffrées à 857 soldats, un bilan qui pourrait être sous-estimé. Cette série de pertes souligne la violence et la complexité du conflit toujours en cours dans la région, marquée par des combats intenses et des stratégies souvent meurtrières des deux côtés.

CISJORDANIE OCCUPÉE Escalade des incursions sionistes

La Cisjordanie occupée connaît une nouvelle vague d'escalade dans les agressions menées par les forces israéliennes, avec des incursions répétées dans plusieurs villes et villages, des démolitions massives de maisons et d'infrastructures, ainsi que des arrestations ciblées qui paralyse la vie quotidienne des Palestiniens. L'armée d'occupation a détruit pour la deuxième fois hier la maison du martyr Abd al-Qader al-Qawasmi à El-Khalil, après l'avoir déjà rasée en janvier 2024. Selon des sources sécuritaires locales, des forces importantes ont investi plusieurs quartiers de la ville, notamment dans la zone de la « circonscription du service », où la maison a été dynamitée. Les familles du secteur ont été retenues et empêchées d'accéder à la zone, tandis qu'un barrage militaire a été érigé à l'entrée nord d'El-Khalil. Selon l'Autorité de résistance au mur et à la colonisation, 73 opérations de démolition ont été enregistrées en avril, affectant 152 structures dont 96 maisons habitées, 10 maisons vides, et 34 installations agricoles. Les démolitions se sont concentrées principalement dans les gouvernorats de Tubas (59 structures détruites), El Khalil (39 structures), puis El-Qods (17 structures). Dans le nord de la Vallée du Jourdain, les forces israéliennes ont agressé un Palestinien près du poste militaire de Hamra, renforçant leurs mesures sécuritaires. Les portes métalliques d'accès aux zones agricoles ont été fermées, empêchant les déplacements et l'accès au travail des habitants. Ces restrictions s'intensifient depuis deux ans, aggravant les difficultés des Palestiniens de la région. Les forces israéliennes ont arrêté le jeune ex-prisonnier libéré Nadim al-Khatib (23 ans) de Hizma, au nord-est de la ville d'El-Quds. À Qalqilya, un autre Palestinien, Ahmed al-Jazzar, a été arrêté après l'invasion de son domicile. Des dizaines de véhicules militaires ont pénétré le quartier est de Jénine, s'installant dans plusieurs ruelles, notamment Halima al-Saadiya. Plusieurs maisons ont été perquisitionnées, la circulation entravée, provoquant un embouteillage majeur sur la route de Naplouse. L'armée a également fouillé un café local, détenu son propriétaire Ghassan al-Saadi, et arrêté lui et Iyad al-Azmi. À Naplouse, des quartiers entiers, y compris la vieille ville, ont été envahis et une maison perquisitionnée, tandis que les rues principales étaient bloquées.

NOUVELLES AGGRESSIONS À SALFIT, SILWAD ET TURMUS AYA

Les forces israéliennes ont également investi la ville de Surata près de Salfit et la ville de Silwad au nord-est de Ramallah, fermant l'accès principal de Turmus Aya pour le deuxième jour consécutif, obligeant les habitants à emprunter des détours longs et dangereux. L'armée poursuit son offensive dans la ville de Jénine et son camp depuis 121 jours, avec une intensification des démolitions et une tentative manifeste de modifier la configuration urbaine. Ce mercredi matin, l'armée a assiégié le quartier est de Jénine et arrêté deux Palestiniens dans un café. Parallèlement, un jeune homme a été blessé par balle à Qabatiya, au sud de Jénine, lors d'une incursion où l'armée a détruit les infrastructures d'eau et d'électricité, transformé des bâtiments en casernes et mené une vaste opération d'arrestations. Hier mardi, les forces israéliennes ont installé un poste de contrôle à l'entrée de la ville de Maithlon et fouillé des véhicules. Elles ont également forcé une famille à évacuer sa maison proche du camp de Jénine. Les infrastructures de Jénine sont gravement endommagées : 60 % des réseaux urbains détruits, près de 600 maisons complètement démolies, et d'importants dégâts dans les rues, les systèmes d'eau et d'assainissement. Le camp de Jénine est quasiment vidé de ses habitants, tandis que l'armée y déploie une présence militaire massive.

M.S.

PRINCIPALEMENT EN PALESTINE

Hausse de 60 % des victimes civiles par armes explosives en 2024

Le nombre de civils tués par des armes explosives, notamment dans des bombardements aériens, a augmenté de 60% en 2024, dont la majorité en Palestine, où l'armée d'occupation sioniste mène une guerre génocidaire à Gaza, et des agressions quotidiennes en Cisjordanie, a indiqué l'Observatoire des armes explosives dans son rapport annuel rendu public hier.

Au moins 32.000 civils ont été tués ou blessés à cause des armes explosives en 2024, dont environ les deux tiers à Gaza et en Cisjordanie, note l'Observatoire qui réunit plusieurs dizaines d'ONG dans le monde, et qui documente les dommages causés sur les villes et les zones peuplées par des bombardements, attaques de drones, mines antipersonnel ou encore bombes à sous-munitions. Les autres pays où les civils ont payé un lourd tribut sont, entre autres, le Liban et le Soudan. Ces chiffres, qui ne comptabilisent que les dommages vérifiés comme étant directement liés aux armes explosives, sont probablement sous-estimés, d'une part, parce qu'ils sont très difficiles à documenter, et d'autre part, parce qu'ils ne prennent pas en compte les conséquences de la destruction des infrastructures civiles comme les hôpitaux qui fait également des victimes.



« LES SIÈGES PROLONGÉS VISENT À TERRORISER, BLESSER ET TUER »

Ainsi, les attaques contre les établissements et les équipes de santé ont augmenté de 64% (1.857 incidents), les attaques contre des infrastructures scolaires ont plus que doublé (861 incidents), et les attaques contre les opérations d'aide humanitaire ont été cinq fois plus nombreuses qu'en 2023 (1.631 incidents).

Ce sont les forces armées qui "ont visé les populations et les infrastructures civiles", note le rapport qui évoque les attaques de l'armée d'occupation sioniste à

Gaza et au Liban. "Avec l'intensification des attaques contre les civils et les infrastructures civiles en 2024, on observe un affaiblissement grave du principe de protection des civils", a relevé Anne Héry, directrice du plaidoyer chez Handicap International, qui participe à l'Observatoire. "Les civils sont de plus en plus souvent directement ciblés, et dans certains contextes, les sièges prolongés ne visent plus seulement à remporter des batailles, mais à terroriser, blesser et tuer les populations", a-t-elle dénoncé dans un communiqué.

M. Seghilani

MSF DÉNONCE L'ENTRÉE INSUFFISANTE DES AIDES À GHAZA « Un écran de fumée pour masquer le blocus »

L'organisation humanitaire Médecins Sans Frontières accuse Israël d'utiliser les quantités ridiculement insuffisantes d'aides qu'elle autorise à entrer dans la bande de Gaza comme un véritable « écran de fumée » pour prétendre avoir levé le blocus imposé à la population.

L'ONG a vivement critiqué hier la décision d'Israël de permettre l'entrée d'une aide humanitaire en quantité dérisoire après plusieurs mois de

siege strict. Pour Pascal Quihard, coordinatrice des urgences de Médecins Sans Frontières à Khan Younès, dans le sud de Gaza, cette mesure est avant tout une stratégie destinée à éviter les accusations internationales de famine organisée contre les civils palestiniens. Elle souligne néanmoins que cette aide, très insuffisante, ne fait que maintenir à peine en vie les habitants du territoire. Selon elle, la situation reste catastrophique et ne répond pas aux besoins

urgents de la population, qui subit un blocus strict, accompagné de bombardements intensifs aériens, terrestres et maritimes. Dans le même temps, l'agence de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés palestiniens, l'UNRWA, alerte sur le risque imminent d'une crise humanitaire sans précédent dans la bande de Gaza depuis le début du conflit en octobre 2023. L'agence accuse Israël d'avoir volontairement bloqué pendant

onze semaines tous les approvisionnements essentiels, aggravant ainsi la catastrophe humanitaire provoquée par des opérations militaires intenses qui ont causé des centaines de morts et des déplacements massifs de population. Cet état des lieux souligne l'urgence d'une réponse internationale plus forte pour garantir un accès complet et sans entraves à l'aide humanitaire et ainsi répondre aux besoins vitaux des civils à Gaza.

M.S.

EN SIGNE DE PROTESTATION CONTRE LA GUERRE À GHAZA

La Catalogne ferme son bureau commercial à Tel Aviv

Le gouvernement de Catalogne a annoncé hier la fermeture immédiate de son bureau commercial à Tel Aviv, marquant ainsi une nouvelle prise de position forte face aux violations des droits humains perpétrées par "Israël" dans la bande de Gaza. Cette décision, rapportée par le journal espagnol La Vanguardia, a été prise après un accord conclu avec plusieurs municipalités catalanes, et traduit une sensibilité grandissante du gouvernement régional à l'égard de la situation dramatique à Gaza. Depuis plusieurs semaines, la Catalogne adopte une posture plus ferme, dénonçant la multiplication des agressions

et violations dans l'enclave palestinienne. Par ailleurs, la participation d'"Israël" au concours Eurovision a suscité une vive controverse en Catalogne, dans la lignée de la déclaration du Premier ministre espagnol Pedro Sanchez qui a appelé à exclure "Israël" de ce concours international. La Catalogne rejoint ainsi une critique plus large portant sur ce qu'elle considère comme des « double standards » dans la gestion politique et médiatique du conflit à Gaza. Sylvia Panichi, porte-parole du gouvernement catalan, a souligné lors d'une conférence de presse : « Nous sommes pleinement engagés en faveur des droits de

l'Homme, et cette vision à double vitesse concernant la participation d'Israël au concours Eurovision nous affaiblit. » La Catalogne dénonce ainsi l'attitude contradictoire de certains acteurs politiques, notamment à droite, qui appliquent des critères différents selon les conflits, en particulier entre la guerre en Ukraine et celle en Palestine. Ce positionnement marque un tournant dans la politique étrangère régionale catalane, qui réclame désormais un traitement équitable et la reconnaissance des violations des droits humains dans le cadre de la guerre à Gaza.

M.S.

ITALIE-GHAZA

L'ITALIE : « La guerre contre la bande de Gaza doit cesser ! »

L'Italie a réitéré hier son appel pressant aux forces d'occupation sionistes pour qu'elles mettent fin à leurs agressions contre la bande de Gaza et qu'elles autorisent l'entrée de l'aide humanitaire dans cette enclave palestinienne assiégée. Sur les réseaux sociaux, le ministre italien des Affaires étran-

gères, Antonio Tajani, a déclaré : « J'ai une fois de plus demandé à l'entité sioniste d'arrêter les opérations militaires visant les civils et d'ouvrir immédiatement tous les points de passage pour permettre l'entrée de l'aide humanitaire à Gaza ». Il a ajouté avec fermeté : « Nous voulons un cessez-le-feu : la guerre

contre la bande de Gaza doit cesser ! ». Antonio Tajani a également annoncé que 52 Palestiniens, évacués de Gaza vers l'Italie pour des soins médicaux, ont été transférés en Jordanie avant de rejoindre l'Italie.

Depuis la reprise des hostilités le 18 mars dernier, après plus de deux mois de trêve consécutive à

un accord de cessez-le-feu, les forces d'occupation sionistes ont intensifié leurs attaques contre la population civile de Gaza. Selon les autorités sanitaires palestiniennes, ces agressions ont causé la mort de 3 509 martyrs et fait 9 909 blessés depuis le 18 mars.

Plus largement, depuis le 7 octobre 2023, date du début de

PAPE LÉO XIV :

« La situation en Palestine est très triste »

Le Pape Léo XIV a exprimé hier sa profonde tristesse face à la situation dramatique en Palestine et a lancé un appel pressant à Israël pour qu'il autorise l'entrée d'aide humanitaire dans la bande de Gaza. Lors de son audience générale hebdomadaire sur la place Saint-Pierre, le souverain pontife a qualifié la situation en Palestine de « très triste » et a insisté sur la nécessité d'un accès « juste et équitable » aux secours indispensables. Il a également renouvelé son voeu de voir cesser les hostilités, rappelant que les principales victimes sont les enfants, les personnes âgées et les malades. Depuis son élection le 8 mai dernier, le Pape Léo XIV n'a eu de cesse de réclamer un cessez-le-feu dans la région, soulignant que la violence actuelle ne peut que provoquer davantage de souffrance.

M.S.

"THE GUARDIAN" :

« Il y a l'urgence d'actions concrètes pour soulager la population de Gaza »

Dans un éditorial publié hier, le journal britannique The Guardian dénonce l'ampleur du génocide en cours dans la bande de Gaza depuis octobre 2023, provoqué par les agressions de l'occupation israélienne. Le journal note que si la communauté internationale a massivement condamné ces actions, ces seules condamnations restent insuffisantes pour apaiser la souffrance des habitants. Selon The Guardian, ce sont des mesures concrètes qui s'imposent, notamment l'acheminement d'une aide humanitaire renforcée et la mise en place d'un cessez-le-feu durable, afin de mettre fin à cette crise humanitaire dramatique. La situation à Gaza demeure l'un des dossiers humanitaires les plus urgents du moment, avec une population piégée dans une violence extrême et privée des ressources essentielles à sa survie. Les appels internationaux à la paix et à l'aide humanitaire se multiplient, mais la voie vers une résolution durable reste encore incertaine.

M.S.

MALGRÉ LE CESSEZ-LE-FEU

Un martyr dans une nouvelle attaque israélienne au Sud du Liban

Le Sud du Liban a, de nouveau, été le théâtre d'une escalade de violences ce mercredi, avec une frappe israélienne ciblant une voiture dans la localité d'Aïn Baâl, causant la mort d'un civil. Cette attaque, menée par un drone, s'inscrit dans la série continue des violations de l'accord de cessez-le-feu signé le 27 novembre 2024 entre les parties en conflit. Les forces d'occupation israéliennes poursuivent ainsi leurs bombardements répétés sur plusieurs villages du Sud libanais et de la région de la Bekaa, en plus de maintenir leur présence sur cinq points stratégiques dans le Sud du pays.

Cette posture agressive va à l'encontre des engagements de paix et alimente une tension persistante dans une région déjà fragilisée. Par ailleurs, la localité de Yater, dans le district de Tyr, a aussi été frappée ce même jour, où un autre civil a été tué et un blessé dans une attaque israélienne. Ces agressions s'ajoutent à la longue liste des attaques récurrentes qui affectent la stabilité et la sécurité des populations civiles au Liban. Une correspondante locale a également rapporté qu'un hélicoptère israélien a largué trois bombes sur les alentours du village de Kfarchouba, accentuant encore davantage le climat de peur et d'insécurité dans la région. Les habitants du Sud libanais, ainsi que les autorités locales, condamnent fermement ces attaques qui violent l'accord de cessez-le-feu et menacent la fragile paix dans la région. Ils appellent la communauté internationale à intervenir rapidement pour faire respecter cet accord et protéger les civils.

M.S.

l'offensive génocidaire contre l'enclave, le bilan s'élève à 53 655 martyrs et 121 950 blessés. Face à cette situation dramatique, l'Italie rejoint ainsi les nombreuses voix internationales qui appellent à un arrêt immédiat des violences et à l'ouverture d'un accès humanitaire vital pour la population de Gaza.

M.S.

SIDI BEL-ABBÈS. ENTREPRISE NATIONALE DES INDUSTRIES ÉLECTRONIQUES

Relance de l'activité industrielle

L'Entreprise nationale des industries électroniques (ENIE) de Sidi Bel-Abbès prévoit la relance de son activité industrielle et la commercialisation de certains produits, d'ici le mois de juin prochain, a annoncé, mardi, le Président-directeur général de cette entreprise publique, M. Mohamed Abbas Bourassi.

M. Bourassi a expliqué à l'APS que, "dans le cadre d'une stratégie nationale visant à relancer les industries électroniques et à renforcer la production locale, l'ENIE a entamé la production de téléviseurs intelligents (SMART-TV) qui seront commercialisés, à partir du début du mois de juin, à travers divers points de vente", signalant qu'il est "est prévu, dans un premier temps, de mettre sur le marché environ 7.000 unités de 32, 43 et 55 pouces".

Concernant la fabrication de machines à laver, le responsable a révélé que la production débutera, dans les prochains jours au niveau de l'unité de fabrication de Telagh, dans la même wilaya, avec une première série de 1.000 unités destinées à la commercialisation. Et d'ajouter: "l'objectif est de poursuivre cette opération pour augmenter progressivement la production afin de répondre à la demande du marché". Par ailleurs, ENIE prévoit également



ment, à partir du mois de juin, la production et la commercialisation de 10.000 terminaux de paiement électronique (TPE), dans le cadre d'un accord conclu avec une société de services bancaires, selon les précisions de M. Bourassi.

Il a ajouté qu'une application sera développée pour améliorer les fonctionnalités du paiement électronique. Pour rappel, l'Entreprise nationale des indus-

tries électroniques s'emploie à renforcer la production des dispositifs de paiement électronique.

L'ENIE a déjà fabriqué 30.000 unités en collaboration avec Algérie-Poste et prévoit d'en produire davantage pour répondre aux besoins des banques et des institutions financières, tout en s'efforçant d'adapter ses produits aux technologies modernes.

MASCARA. DÉVELOPPEMENT

Lancement de plusieurs projets dans trois communes

Plusieurs projets de développement ont été lancés, mardi dans trois communes de la wilaya de Mascara. Ces projets visent à améliorer le cadre de vie des habitants et comprennent la réalisation de trois cantines scolaires, l'aménagement et l'entretien de tronçons de routes communales et rurales, ainsi que le renouvellement partiel des réseaux de distribution d'eau potable. Ces opérations, lancées sous la supervision du wali de Mascara, Fouad Aïssi, dans le cadre de sa visite d'inspection dans les communes de la daïra de Tizi,

incluent la construction de trois cantines scolaires dans les zones de "Ouled Merah" et "Ras El Hanout" (commune de Froha), ainsi qu'à "Senaïssa" (commune de Tizi). Ces cantines permettront de fournir 200 repas par jour. Le wali a insisté sur la nécessité de les livrer avant la prochaine rentrée scolaire. Il a également donné le coup d'envoi à des projets d'aménagement et d'entretien de 6,8 km de routes communales et rurales dans les communes de Froha et El Gharra. Ces travaux bénéficient d'une enveloppe budgétaire de plus de 60 millions

de dinars, dans le cadre du programme de développement social et économique des communes, selon les responsables locaux. Lors de cette visite, des opérations de renouvellement partiel des réseaux de distribution d'eau potable ont été lancées dans le village de "Senaïssa" (commune de Tizi), ainsi que des travaux d'aménagement urbain dans plusieurs quartiers résidentiels de cette commune et de la ville d'El Gharra, incluant le revêtement des routes et le pavage des trottoirs. Par ailleurs, M. Aïssi a mis en service un projet d'extension du

réseau de distribution d'eau potable dans la zone rurale de "Mehanine" (commune d'El Gharra). Le wali a indiqué, en marge de cette visite, que les communes de la daïra de Tizi ont bénéficié d'une enveloppe financière de plus de 370 millions de dinars, dans le cadre du programme de développement social et économique des communes et du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales. Cette enveloppe permettra de concrétiser 25 projets de développement qui seront réalisés au plus tard avant la fin de l'année en cours.

TIPASA. DSA

Une surface de 188 hectares affectée à la culture du tournesol

Une superficie de 188 hectares a été affectée à la culture du tournesol à Tipasa dans le cadre de la promotion des cultures oléagineuses, au titre de la présente saison agricole, a-t-on appris, lundi, auprès de la Chambre locale d'agriculture. Les services agricoles de la wilaya s'attendent à la réussite de cette première expérience de culture du tournesol, lancée au mois de mars dernier, pour se poursuivre tout au long des mois d'avril et de mai, sur une superficie ciblée de 188 hectares, a indiqué le secrétaire général de la Chambre, Farid Dahmani. Sur cette superficie ciblée, une surface de 160 hectares relève d'exploitations agricoles pilotes ayant signé des contrats de performance avec les autorités publiques, selon le même responsable qui prévoit une hausse progressive de la superficie

allouée à ce type de culture, à l'avenir. Outre ces exploitations agricoles pilotes, des investisseurs privés ont pris l'initiative de cultiver 28 hectares de tournesol dans le cadre d'une nouvelle expérience, inscrite au titre des mesures d'encouragement des cultures stratégiques.

A noter, les services agricoles de Tipasa œuvrent en vue de porter la superficie consacrée par les particuliers à la culture du tournesol de 28 à 100 hectares, selon la même source. M. Dahmani a souligné, à ce titre, la mise en place d'un plan d'action, en coordination avec la direction des services agricoles, afin de sensibiliser les agriculteurs sur l'importance de s'orienter vers ce type de cultures stratégiques, d'autant plus que le gouvernement a initié une série de mesures pour leur développement. Un programme de visites

periodiques des surfaces agricoles a également été mis au point pour s'enquérir du respect des techniques et mécanismes de plantation. La culture des plantes oléagineuses s'inscrit dans le cadre d'un plan national de promotion des cultures stratégiques, élaboré par le ministère de l'Agriculture, visant à réduire la facture d'importation de ces produits et à consacrer l'autosuffisance en production d'huile de table. Outre la possibilité d'exploitation du tournesol comme complément alimentaire pour le bétail et pour améliorer la fertilité des sols.

A noter que la wilaya de Tipasa expérimente depuis 2021 la culture des plantes oléagineuses, avec une première tentative de 33 hectares consacrés au colza, ayant produit à l'époque une moyenne de 10 quintaux à l'hectare.

MOSTAGANEM. CHU DR

BENSMĀÏN BOUMEDIENE

Création d'une unité spécialisée dans la chirurgie des tumeurs thoraciques

Le Centre hospitalo-universitaire (CHU) de Mostaganem s'est récemment renforcé par la création d'une unité médicale spécialisée en chirurgie des tumeurs thoraciques, a-t-on appris, mardi, de l'administration de cet établissement de santé. Cette unité, la première du genre à l'échelle nationale, a été inaugurée au sein de l'hôpital "Dr Bensmaïn Boumediene" (deuxième structure hospitalière du CHU de Mostaganem), sous la supervision d'une équipe médicale spécialisée dans ce domaine chirurgical. La création de cette unité s'inscrit dans le cadre de l'amélioration de la qualité de la prise en charge des patients atteints de tumeurs pulmonaires et thoraciques, en offrant des services de soins intégrés et en appliquant les protocoles médicaux les plus récents, reconnus au niveau international. Cet acquis vient s'ajouter aux initiatives récemment entreprises par les autorités locales, portant notamment sur l'aménagement et la réhabilitation du service d'oncologie de Mazagran, ainsi que l'accélération de la mise en service de l'unité de radiothérapie de l'hôpital Dr Bensmaïn Boumediene (hôpital de Kharouba), selon les précisions fournies. Par ailleurs, un centre d'accueil pour les patients atteints de cancer et leurs accompagnants a été créé, afin de renforcer le soutien social et d'améliorer l'accompagnement psychologique des malades pendant la période de traitement, ajoute la même source.

BOUIRA. UNIVERSITÉ AKLI

MOHAND OULHADJ

Convention de partenariat avec le groupe AGRODIV

Une convention a été signée, lundi, entre l'université Akli Mohand Oulhadj de Bouira, et le groupe agro-industriel public "Agrodiv", à l'occasion du 69e anniversaire de la Journée nationale de l'Etudiant, célébrée le 19 mai de chaque année. Le texte de cette convention a été paraphé par le recteur de l'université Akli Mohand Oulhadj, Ali Larguet, et le directeur régional de la filière du groupe Agrodiv à Laghouat, Mohamed Dahmani, en présence des autorités locales de Bouira, à leur tête le secrétaire général de la wilaya, Fayçal Saidi. Il s'agit en effet d'une convention préliminaire de partenariat devant permettre aux étudiants de l'université de Bouira, notamment ceux des filières techniques, de suivre des stages pratiques et des formations, et de réaliser leurs mémoires de fin d'études au sein de ce groupe agro-industriel public, selon M. Dahmani. Cette convention, s'inscrit dans le cadre du "programme du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique visant à aider les étudiants à créer leurs micro-entreprises et à réaliser leurs projets", a expliqué à l'APS le représentant régional d'Agrodiv. "Ce genre de convention permet aussi de créer des postes d'emploi au profit des étudiants sortant de l'université au sein du groupe Agrodiv spécialisé dans l'industrie agro-alimentaire", a ajouté le même responsable. Durant les cinq dernières années, l'université Akli Mohand Oulhadj a signé une série de conventions avec plusieurs entreprises publiques et privées dans le cadre d'une nouvelle vision de nature à permettre à l'université d'accompagner et de renforcer le développement économique local et national.

BÉJAÏA. USINE DE DESSALÉMENT D'EAU DE MER DE TIGHREMT

Bientôt la mise en service

L'usine de dessalement d'eau de mer (SDEM) de Tighremt (40 km à l'ouest de Bejaïa) sera bientôt mise en service, a affirmé mardi le Président directeur général (P-dg) de Sonatrach, Rachid Hachichi, en visite sur les lieux.



M. Hachichi qui était accompagné des autorités locales et des responsables du projet, a exprimé sa satisfaction quant à la cadence de l'avancement des travaux et des efforts fournis pour l'achèvement de l'usine qui, a-t-il dit, sera bientôt mise en service. Implanté en contrebas d'un relief montagneux et longeant, sur la côte, la RN 24 (Bejaïa-Tizi-Ouzou), ce projet a fait face à des "contraintes objectives" ayant nécessité "un surcroit de lourds travaux", a indiqué M. Hachichi, précisant que "ces contraintes, exacerbées par un long cycle d'intempéries, ont

impacté la célérité des travaux, ralentis au moins par deux fois, mais rattrapés au prix d'un grand effort". Les responsables du projet ont expliqué, dans ce contexte, que le chantier qui emploie un millier de travailleurs, a dû tourner à "une cadence soutenue de 24/24 heures et 7/7 jours". L'usine est désormais "fin prête", notamment après avoir subi sa mise en débit expérimental et les essais techniques requis, en vue de l'acheminement de la ressource traitée vers le réseau public de distribution d'eau potable, assurent pour leur part, les responsables d'Algé-

rian Energy Compagny (AEC), filiale de Sonatrach et maître de l'ouvrage. Actuellement, l'effort est seulement axé sur le nettoyage des canalisations et des équipements en place, ainsi que les aménagements liés au paysage de ce site qui s'étale sur 10 hectares, a-t-on souligné.

Après les derniers travaux, l'eau dessalée sera acheminée vers les villages limitrophes, notamment ceux situés dans la région ouest de la wilaya, où un projet tout aussi gigantesque et qui concerne la mise en place des conduites y afférentes, connaît, lui aussi, une

avancée considérable, affirment les responsables de ce chantier. L'usine de Tighremt est modulée pour une capacité de production de 300.000 M3/Jour. Elle est conçue pour alimenter 3 millions d'habitants, répartis à travers les wilayas de Bejaïa, Bouira, Bordj-Bou-Arreridj et Sétif. Elle figure parmi les projets stratégiques approuvés par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans le cadre d'un programme complémentaire comprenant cinq grandes stations en vue de renforcer la sécurité hydrique du pays.

BLIDA. DÉVELOPPEMENT

Plus de 2 milliards de DA pour la réalisation de nouveaux projets

Une enveloppe globale de 2,3 milliards de DA a été affectée à la réalisation de nouveaux projets de développement à Blida, durant cette année 2025, a-t-on appris, mardi, auprès de l'Assemblée populaire de la wilaya (APW). Cette enveloppe répartie sur plusieurs secteurs, a été destinée au financement de 101 nouvelles opérations de

développement inscrites dans le cadre de la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales pour l'année 2025, selon la même source.

Un montant d'un (1) milliard de DA de cette enveloppe a été affecté à la réalisation de 45 opérations de revêtement et de bitumage de plusieurs axes routiers, et leur dotation en éclairage public, en plus d'opérations d'aménagement urbain au profit de plusieurs communes. Pour sa part, le secteur de l'éducation a bénéficié d'une enveloppe de 210 millions DA pour la réalisation de nouvelles structures visant à améliorer les conditions de scolarisation des élèves, à réduire la surcharge des classes, en plus d'assurer le chauffage et des repas chauds, selon la même source.

Le secteur des ressources en eau et de

l'hydraulique a, pour sa part, été destinataire d'un montant de 282 millions DA pour la réalisation de réseaux d'assainissement et le renouvellement des réseaux d'alimentation en eau potable (AEP) au profit de plusieurs communes, dont Oued Djer, Chiffa et Ain Romana (Ouest), ainsi que Meftah (Est). En outre, une enveloppe de 208 millions DA a été affectée au secteur des sports pour la réalisation de huit (8) opérations, dont la construction de deux (2) salles omnisports, une au centre-ville de Blida dont les travaux ont démarré aujourd'hui mardi, et l'autre dans la commune d'El-Affroun (Ouest). A cela s'ajoute le réaménagement de trois (3) marchés de proximité et leur transformation en salles de sport dans les communes de Soumaâ, Larbaâ et Bougara.

ORAN. PROJET DE LA TRÉMIE DU ROND-POINT "PÉPINIÈRE"

Lancement de la phase de coulage du béton de surface

La phase de coulage du béton de surface du tunnel, en cours de réalisation au niveau du rond-point "Pépinière" dans la commune de Bir El Djir (à l'Est d'Oran), un projet dont la mise en service est appelée à éliminer les embouteillages dans cette zone, a été entamée, a-t-on appris de services de la wilaya.

Lors d'une visite d'inspection effectuée, lundi soir, le wali d'Oran, M. Samir Chibani, a supervisé les travaux de coulage du béton de la partie couverte de cet ouvrage d'art, récemment lancé, précise la même source. Confié à la Société algérienne des

ponts et des travaux d'art (SAPTA), ce projet avance à un rythme soutenu, souligne-t-on. Aussi, le taux de réalisation des murs de soutènement latéraux de cet important ouvrage d'art a atteint 96 %, tandis que celui de la couverture a dépassé 57 %, avec une progression rapide, selon les explications fournies sur place par les responsables du projet. M. Chibani a exhorté les responsables de l'entreprise SAPTA à appliquer le système de trois équipes par jour (3x8), afin de parachever et de livrer le projet dans les plus brefs délais, "au plus tard d'ici le mois d'août prochain". Pour

rappel, l'entreprise chargée de la réalisation a été instruite à l'effet d'oeuvrer à respecter les délais contractuels, en réduisant la durée des travaux à moins de dix mois, sachant que le coût total du projet est estimé à 1,7 milliard DA. Par ailleurs, le wali a inspecté dans la même commune le projet de réalisation du réseau d'évacuation des eaux pluviales au niveau de la rue des "Platanes", où il a insisté sur l'achèvement des travaux et a exigé de l'entrepreneur la réparation immédiate de tous les dommages causés à la voirie publique par les travaux en cours.

MILA. BARRAGE DE BÉNI HAROUN

Les dernières précipitations ont apporté 14 millions m³ d'eau

Le barrage de Béni Haroun, dans la wilaya de Mila a recueilli près de 14 millions m³ d'eau à la suite des dernières pluies, a-t-on appris mardi auprès des services de la direction locale de l'hydraulique. Selon le chef du service de mobilisation des ressources hydrauliques de cette direction, Amar Belghamrani, les pluies tombées entre le 13 et 15 mai courant sur la wilaya de Mila et les wilayas voisines qui alimentent le bassin versant du barrage de Béni Haroun ont augmenté de 14 millions m³ d'eau le niveau de cet ouvrage hydraulique. Cet apport "considérable" a augmenté à 95 % le taux de remplissage de ce barrage, capable de recueillir près de 1 milliard m³, selon la même source. Un volume d'eau de 20 millions m³ est pompé chaque mois du barrage de Béni Haroun vers les wilayas de Constantine, Oum El Bouaghi, Khencela, Batna, Jijel autre Mila pour assurer leur approvisionnement en eau potable et en eau d'irrigation des périmètres agricoles, créés dans le cadre du développement des diverses filières agricoles stratégiques, a-t-on indiqué.

ILLIZI. CAMPAGNE MOISSENGATTAGE 2024/2025

Production prévisionnelle de plus de 64.000 qx de céréales

Une production céréalière de 64.450 quintaux (qx), toutes variétés confondues, est attendue dans la wilaya d'Ilizzi au titre de la campagne moissonnage pour la saison agricole 2024/2025, lancée mardi dans la région de "Rhurde Nouss" dans la commune de Bordj Omar Dris, a indiqué la direction des Services agricoles (DSA). Cette campagne a été lancée au niveau de l'exploitation agricole "Agrolina", qui s'étend sur une superficie de 3.000 hectares, spécialisée dans les cultures stratégiques. La production céréalière de cette saison concerne plusieurs variétés, dont le blé dur, le blé tendre, le triticale et l'orge, a-t-on expliqué. Tous les moyens nécessaires ont été mobilisés pour assurer la réussite de cette opération, a indiqué le directeur du secteur, Ahmed Ibrahimi. Pour sa part, la Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) de la wilaya d'Ouargla a mobilisé des moissonneuses et des camions, pour acheminer la récolte vers les différents centres de stockage répartis dans plusieurs wilayas, sachant que les récoltes de la wilaya d'Ilizzi sont destinées à la production de semences. Par ailleurs, les services de la Protection civile ont déployé au titre de cette campagne un dispositif spécial pour la lutte contre les feux de récoltes, selon la même source. La wali d'Ilizzi, Ahcène Khaldi, a, lors du lancement de cette campagne, indiqué que 11 exploitations agricoles ont bénéficié de contrats de concession couvrant une superficie de 14000 hectares. Un appel a été lancé par le wali aux investisseurs potentiels pour investir dans cette région. Le responsable a indiqué que le raccordement des exploitations agricoles au réseau électrique est inclus dans le budget 2025, ajoutant que toutes les procédures en lien avec Sonelgaz ont été achevées. Concernant l'ouverture des pistes agricoles, une opération a été enregistrée dans le cadre du budget de l'Etat, ce qui permettra aux investisseurs la concrétisation de leurs projets agricoles, a fait savoir le chef de l'exécutif local.

L
e
C
o
u
r
r
i
e
r
d'
A
l
g
é
ri
e

ALORS QUE GOUIRI EST INTRANSFÉRABLE

Wolfsburg espère un "gros pactole" d'un éventuel transfert d'Amoura

L'international algérien Mohamed El-Amine Amoura continue de faire sensation en Allemagne, alors que son départ attendu du club de Wolfsburg, semble de plus en plus imminent.

Le nom d'Amoura a récemment été associé au vice-champion de la dernière édition de la Bundesliga, le Bayer Leverkusen, qui avait déjà recruté son compatriote Ibrahim Maza il y a quelques semaines. Le directeur sportif de Wolfsburg, Sebastian Schindzielorz, a déclaré, dans un entretien accordé au magazine allemand Kicker qu'Amoura fait partie des principaux joueurs susceptibles de changer d'air lors du prochain mercato estival. Il a affirmé à ce propos : « Certains joueurs disposent de bonnes offres et devraient quitter notre effectif ».

Le magazine "Kicker" a révélé que le premier joueur concerné par les propos du directeur sportif est bel et bien Mohamed El-Amine Amoura, qui dispose d'une offre importante de la part du Bayer Leverkusen ainsi qu'une autre de Nottingham Forest en Angleterre. Le même média précise que Wolfsburg est convaincu qu'Amoura pourrait rapporter environ 50 millions d'euros, étant donné qu'il est encore jeune, n'ayant pas encore 25 ans. Pour sa première saison dans un des cinq grands championnats européens, Amoura a signé des statistiques impressionnantes : 10 buts et 12 passes décisives en 31

Phs.DR

matches de Bundesliga. Sa valeur marchande à la fin de cette saison s'élève à 32 millions d'euros, selon la plateforme Transfermarkt. De son côté, l'Olympique de Marseille a tranché concernant l'avenir de son attaquant algérien Amine Gouiri, auteur d'une belle deuxième moitié de saison.

Arrivé en provenance de Rennes lors du dernier mercato hivernal, Gouiri n'a pas tardé à s'imposer comme l'attaquant numéro un du club, malgré les critiques suscitées par les 19 millions d'euros déboursés pour sa venue. Le journal français "La Provence", très proche de la direction de l'OM, a affirmé que le président Pablo Longoria et le directeur sportif Mehdi Benatia refusent catégoriquement

de laisser partir Gouiri lors du mercato estival à venir. L'OM s'attend à recevoir des offres intéressantes venues de l'étranger, mais n'a aucune intention de s'en séparer, d'autant plus que le club participera à la prochaine édition de la Ligue des Champions. Toujours selon "La Provence", Gouiri ne quittera l'OM que dans un seul cas : si une offre exceptionnelle provenant d'un grand club européen arrivait, ce qui semble peu probable à ce stade.

L'entraîneur de l'OM, Roberto De Zerbi, avait déjà déclaré que Gouiri ne resterait probablement pas longtemps au club, estimant qu'il a le talent pour évoluer au plus haut niveau européen.

Gouiri a disputé 14 matches avec Marseille, marquant 10 buts et délivrant 3 passes décisives. Sa valeur marchande actuelle est estimée à 20 millions d'euros.

Hakim S.



BUTEUR DANS 4 COMPÉTITIONS CETTE SAISON

Belaïli veut marquer son empreinte au Mondial des clubs

L'international algérien, Youcef Belaïli, a réalisé un parcours inédit avec l'Espérance de Tunis lors de la saison 2024-2025. Le natif d'Oran est parvenu à marquer des buts dans quatre compétitions différentes, un exploit qu'aucun autre joueur du club de la capitale tunisienne n'a réussi cette saison.

À 32 ans, Belaïli vit sa troisième aventure avec l'Espérance après deux passages réussis entre 2012-2014 et 2018-2019. Il a inscrit 9 buts et délivré 7 passes décisives en 21 matchs disputés dans le championnat tunisien.

Il a également marqué un but et offert une passe décisive en Coupe de Tunisie, notamment face à l'ES Zarzis, sachant que son équipe est toujours en course dans cette compétition. L'international algérien a aussi trouvé le chemin des filets lors du Trophée des champions contre le Stade Tunisien au titre de l'exercice 2023-



2024. En Ligue des champions de la CAF, il a brillé en marquant 7 buts et en délivrant 8 passes décisives en 10 matchs, attirant ainsi tous les regards, et ce, malgré l'élimination des siens en quarts de finale.

L'ailier gauche des « Verts » pourrait continuer à marquer l'histoire avec l'Espérance s'il parvient à marquer durant la Coupe du Monde des clubs dans sa nouvelle version. Il s'agit d'ailleurs de son prochain objectif personnel à l'approche de la compétition mondiale qui se déroulera

aux États-Unis entre le 14 juin et le 13 juillet.

Le tirage au sort a placé l'Espérance de Tunis dans le groupe D aux côtés de Chelsea, Flamengo, et du vainqueur du match de barrage entre Los Angeles FC et Club América.

Pour rappel, Youcef Belaïli avait déjà marqué un but avec « le doyen des clubs tunisiens » lors de l'édition 2018 de la Coupe du Monde des clubs (ancienne version) qui s'était tenue aux Emirats arabes unis.

H.S.

OLYMPIQUE DE MARSEILLE Bennacer flou sur son avenir

L'avenir du milieu de terrain international algérien Ismaël Bennacer, arrivé à l'Olympique Marseille en janvier dernier en prêt en provenance de l'AC Milan, demeure incertain à l'approche du mercato estival, ont rapporté les médias locaux, mardi. Deux pistes principales seraient actuellement à l'étude.

La première concerne l'Olympique de Marseille, qui souhaiterait recruter le joueur, mais en revoyant à la baisse le montant de l'option d'achat, estimant que l'AC Milan ne disposerait pas d'autres offres aussi élevées, même du côté de l'Arabie saoudite, précise la même source. Bennacer (27 ans) a rejoint l'OM durant le dernier mercato d'hiver pour un prêt jusqu'à la fin de la saison, avec option d'achat fixée à 12 millions d'euros, plus 3 millions sous forme d'éventuels bonus. Selon la même source, le club lombard envisagerait de se séparer du joueur, qui

l'avait rejoint le 2019 en provenance d'Empoli, quelques semaines après avoir été désigné meilleur joueur de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019 en Égypte. Confronté à des pépins physiques cette saison, Bennacer a joué 20 matchs (1081 minutes), avec l'AC Milan et l'OM, pour un bilan de trois passes décisives.

REAL MADRID

Les Merengues passent à l'action pour Nico Williams !

Le Real Madrid envisage de s'offrir l'ailier international de l'Athletic Club comme le révèle la presse madrilène ce mardi soir.

Grosse bombe qui vient de sortir en Espagne ! Selon les informations du journal Marca, le club de la capitale espagnole envisage très sérieusement de lever la clause libératoire de Nico Williams (22 ans), l'ailier de la sélection espagnole et de l'Athletic. Les dirigeants madrilènes sont prêts à poser ces 58 millions d'euros sur la table pour s'offrir celui qui avait un temps été convoité par le FC Barcelone, et qui est encore annoncé dans le viseur de clubs comme Arsenal et le Bayern Munich cet été. Son profil plaît beaucoup. D'abord par ce qu'il pourrait apporter sur le terrain, lui qui est un joueur rapide et explosif, mais aussi à cause de sa condition d'international espagnol. Il avait ainsi brillé lors du dernier Euro et est considéré comme un des meilleurs joueurs offensifs de la Liga. Son impact sur le plan médiatique - il est très

prisé par les sponsors en Espagne - joue aussi en sa faveur. Il y a aussi la volonté d'enrôler un joueur qui semblait promis au Barça, même si un transfert vers la Catalogne ne semblait plus vraiment d'actualité cet été. Nico Williams, auteur de 5 buts et de 5 passes décisives en 28 matchs de Liga cette saison, serait donc un renfort de luxe pour un Real Madrid qui a besoin de solutions de rechange devant. Surtout en cas de départ de Rodrygo Goes, très critiqué à Madrid cette saison et convoité par plusieurs grosses écuries de Premier League comme Chelsea.

LE REMPLACANT DE RODRYGO ?

Une grosse vente, et il faudrait donc le remplacer, même s'il est vrai que l'international espagnol évolue surtout sur le



PH:DR

flanc gauche de l'attaque alors que le Brésilien avait l'habitude de jouer dans le couloir droit. Ce qui est sûr, c'est que le Real Madrid s'active dans tous les sens.

Après avoir officialisé Dean Huijsen, signé Trent Alexander-Arnold qui sera bientôt annoncé, la direction merengue tra-

vaille sur de nombreux dossiers, comme ceux menant à Alvaro Carreras (Benfica), Nico Paz (FC Côme) et Hugo Larsson (Francfort), la dernière rumeur du moment. Nico Williams pourrait donc se joindre à tout ce beau monde et surtout, être la recrue galactique de l'été pour Xabi Alonso.

MANCHESTER UNITED Ruben Amorim connaît son budget mercato

Malgré la très mauvaise saison des Red Devils, Sir Jim Ratcliffe est prêt à donner un budget mercato confortable à Ruben Amorim.

Manchester United ne sauvera pas sa pire saison 2024/2025 s'il remporte la Ligue Europa ce soir face à Tottenham, mais les Red Devils ne bouderont pas ce moment de plaisir si les dieux du football se montrent favorables à Bilbao. De son côté, Ruben Amorim tentera lui aussi de retrouver le sourire après avoir multiplié les déclarations pessimistes et inquiétantes depuis qu'il est à Old Trafford. Et après ?

Selon The Times, le bilan très médiocre du Portugais en Premier League (16e du classement) ne changera rien. Sir Jim Ratcliffe apprécie énormément Amorim et ne compte absolument pas le limoger, même s'il perd la finale de ce soir.

Les deux hommes s'appellent toutes les semaines et Amorim débriefe souvent ses matches avec le patron de MU dans un groupe WhatsApp dans lequel figurent d'autres dirigeants.

Sauf incroyable revirement de situation, l'ancien coach du Sporting CP sera donc toujours en poste la saison prochaine. À quels changements faut-il s'attendre ? Après avoir déboursé environ 697 M€ depuis la saison 2022/2023 sur le marché des transferts, MU va-t-il envoyer la sauce cet été ? Récemment interrogé à ce sujet, Amorim avait clairement indiqué que sa priorité n'était pas le mercato.

MU AURA DE QUOI FAIRE POUR SON MERCATO

«Il y a des choses que nous ne pouvons pas changer en été, le sentiment dans le

club et la façon dont nous voyons les choses.

Le sentiment que nous ne pouvons pas perdre un match. Nous devons changer cela et ne pas penser aux transferts. C'est plus important que de changer les gens.» Cela n'empêche pas son club de s'activer pour autant en coulisses puisque la presse anglaise annonçait hier que les Red Devils étaient bien partis pour recruter le duo d'attaquants Liam Delap (Ipswich)-Matheus Cunha (Wolverhampton).

Deux recrues estimées tout de même à 110 €.

De son côté, The Times assure qu'Amorim aura plus de 118 M€ à dépenser cet été. Un budget mercato que MU espère augmenter d'au moins 100 M€ avec les ventes de Marcus Rashford, Antony et Jadon Sancho.

CÔME Le gardien de but espagnol Pepe Reina met fin à sa carrière sportive à 42 ans

Le gardien de but espagnol de Côme, du Championnat italien de football, Pepe Reina (42 ans), a décidé de raccrocher, à la fin de l'actuelle saison, et à l'issue du match contre l'Inter Milan, prévu vendredi, pour le compte de la 38e et dernière journée. "Cela a été bien plus long que je ne l'aurais jamais rêvé, pourtant cela me semble si court que je le revivrais encore une fois", a-t-il écrit sur ses réseaux sociaux mardi soir. "Je suis fier et en paix avec chaque moment que j'ai vécu, les moments difficiles parce qu'ils m'ont beaucoup appris, et les bons moments parce qu'ils m'ont rendu extraordinaire heureux", a

ajouté l'ancien portier de Liverpool (2005-2014). "A bientôt. De nouveaux projets arrivent, le football coule dans mes veines... Je ne pourrais pas comprendre la vie sans lui", a-t-il conclu. Formé au FC Barcelone, Pepe Reina a évolué durant sa carrière dans les quatre principaux championnats européens, avec un passage marquant à Liverpool, où il a remporté la Coupe d'Angleterre en 2006 et disputé, et perdu, la finale de la Ligue des champions 2007. Il est également brièvement passé par le Bayern Munich (2014-15) et a joué dans quatre clubs italiens, Naples de 2013 à 2014 et de 2015 à 2018, l'AC Milan de 2018

à 2020, la Lazio Rome de 2020 à 2022 et à Côme depuis 2024. Doublure d'Iker Casillas en équipe d'Espagne, Pepe Reina

(37 sélections) a participé à l'Euro-2008, à la Coupe du monde 2010 et à l'Euro-2012 remportés successivement par la Roja.

GLASGOW RANGERS

Le retour de Gerrard se précise

Steven Gerrard, qui avait commencé sa carrière d'entraîneur avec le Rangers FC entre 2018 et 2021, pourrait revenir sur le banc du club écossais afin de remplacer le coach intérimaire Barry Ferguson. Selon le Daily Mail, la candidature de l'ancien international anglais prend de l'épaisseur à l'heure où Davide Ancelotti, un temps pressenti, se trouve finalement proche d'accompagner son père Carlo, nommé sélectionneur du Brésil. Dans le même temps, l'ancien capitaine de Liverpool a dû se décommander du jubilé de Djibril Cissé, prévu le 27 mai à l'Abbé-Deschamps, et ce pour des raisons professionnelles, selon l'ancien Auxerrois. Un signe que Gerrard, libre depuis son départ d'Al-Ettifaq en janvier dernier, va bientôt retrouver un emploi ?

LIGA

Le Barça connaît le prix à payer pour Luis Diaz

Le FC Barcelone fait toujours de Luis Diaz sa priorité pour cet été et disposera de fonds pour le recrutement d'une star. Le feuilleton Luis Diaz risque d'agiter ce mercato estival. Cela fait de longs mois déjà que le FC Barcelone lorgne le Colombien de Liverpool. Déjà l'an passé avec les performances alors encore irrégulières de Raphinha, les Catalans avaient pris des contacts avec l'entourage de l'ailier. L'affaire n'était pas allée au-delà, déjà parce que les Reds n'ont jamais été vendeurs, et parce que le Barça n'avait pas les fonds. La donne a un peu changé. «Bien sûr, nous pourrons faire signer (des recrues, ndlr), rassurait Joan Laporta vendredi soir quelques heures après avoir célébré le 28e titre en Liga du club. Nous respectons la règle du 1:1 (liée au fair-play financier de la Liga) et j'espère que cela continuera comme ça pendant de nombreuses années. C'est vrai que nous étions très serrés, alors maintenant, il est temps de travailler.» Même si les finances catalanes ne sont pas encore au beau fixe, il y aura visiblement des achats cet été.

LE BARÇA METTRA LE PAQUET SUR SA PRIORITÉ DU MERCATO

L'argent de la Ligue des Champions et les quelques ventes à venir permettront de renforcer l'effectif à des postes déjà ciblés depuis un moment. Jusque là, il était question d'un neuf capable de suppléer Lewandowski, d'un latéral gauche et d'un latéral droit pour faire souffler Alejandro Baldé et Jules Koundé, et d'un ailier gauche. Or, Ferran Torres donne satisfaction en pointe, Gerard Martin s'est révélé à 23 ans et Eric Garcia s'est montré solide lorsque Koundé s'est blessé. D'après Sport, la quasi-totalité de l'enveloppe allouée pour les transferts sera destinée au recrutement d'un ailier gauche pour renforcer la concurrence. Luis Diaz est toujours la priorité et il faudra mettre 85 M€ pour convaincre Liverpool de bien vouloir le lâcher à deux ans de la fin de son contrat.

MANCHESTER CITY

Rodri a rejoué huit mois après sa blessure

Le milieu défensif et actuel Ballon d'or, Rodri, a rejoué avec Manchester City mardi pour la première fois depuis sa grave blessure à un genou, il y a huit mois. Le N.16 est entré à la 82 minute du match contre Bournemouth, en Premier League, à la place d'Erling Haaland et sous les applaudissements nourris du public de l'Etihad stadium. Le joueur de 28 ans s'est déchiré le ligament croisé antérieur lors d'un match contre Arsenal, le 22 septembre. Le club avait communiqué initialement sur une fin de saison pour l'Espagnol. Il n'est pas revenu à temps pour la finale de la Coupe d'Angleterre, perdue samedi contre Crystal Palace (1-0), mais devrait pouvoir participer à l'ultime match de championnat, dimanche contre Fulham, et surtout à la Coupe du monde des clubs cet été. L'absence de Rodri, champion d'Europe l'été dernier avec l'Espagne, a fortement pesé sur les performances de Manchester City, éliminé précocement en Ligue des champions et longtemps décroché en Premier League.

SUR LA NOMINATION D'UN NOUVEAU PM SUDANAI

Le SG de l'Onu espère qu'elle « contribuera à la restauration de la paix »

Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a exprimé son souhait que la nomination d'un nouveau Premier ministre au Soudan aide à la restauration de la paix dans le pays, en proie à un conflit armée depuis avril 2023.

"e secrétaire général a pris note d'un décret du (président du Conseil de transition au Soudan, Abdel Fattah al-Burhan) ayant nommé Kamel al-Tayeb Idris Abdelhafiz Premier ministre", a déclaré dans un communiqué le porte-parole de Guterres, Stephane Duiarric.

Dujarric.
"Le secrétaire général espère que cette nomination servira de première étape vers des consultations inclusives visant à former un gouvernement technocratique à large assise et à construire la paix", a indiqué le communiqué. M. Guterres a souligné "la nécessité de donner la priorité aux efforts visant à parvenir à



Phi:D

un consensus et à réaliser des progrès tangibles dans l'intérêt de tout le peuple soudanais, notamment en faisant taire les armes, en fournissant des services de base à toutes les populations et en jetant les bases d'une vision commune pour l'avenir du Soudan". Abdel Fattah al-Burhan, également commandant en chef des forces armées, a publié

lundi un décret constitutionnel nommant Kamil Idris nouveau Premier ministre.

En proie à un conflit opposant l'armée gouvernementale aux Forces de soutien rapide (FSR) depuis avril 2023, le Soudan traverse l'une des pires crises humanitaires jamais connues jusqu'ici au monde, selon l'ONU qui déplore des dizaines de milliers de morts et

le déplacement de plus de 14 millions de personnes.

L'ARMÉE SOUDANAISE DIT AVOIR ÉCARTÉ LES FSR DE KHARTOUM

DE KHARTOUM

L'armée soudanaise a annoncé mardi avoir "entiè-
rement libéré" l'Etat de Khar-
toum des Forces de soutien
rapide (FSR) lors d'une "opéra-
tion de grande envergure"
destinée à les déloger de leurs
dernières positions à Omdour-
man, ville jumelle de la capita-
le Khartoum. Les troupes du
général Abdel Fattah al-Burha-
ne ont lancé lundi cette offen-
sive sur Omdourman, où
s'étaient repliées une partie
des FSR en guerre depuis
2023. L'Etat de Khartoum qui
englobe cette grande ville et
celle de Khartoum "est com-
plètement libéré (...)", a indi-
qué le porte-parole de l'armée
Nabil Abdallah dans un com-
muniqué publié mardi. L'ar-
mée avait repris la capitale en
mars. Depuis, les FSR ont mul-
tiplié les attaques de drones
pour frapper plusieurs villes à
distance, notamment Port-
Soudan, le siège provisoire du
gouvernement dans l'est du
pays.

R. I.

AU SOMMET SUR LE FINANCEMENT DURABLE DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES

Les pays africains appelés à accroître le financement agricole pour la sécurité alimentaire

Les gouvernements africains doivent accroître les investissements publics dans l'agriculture pour renforcer la sécurité alimentaire et débloquer une croissance économique durable, ont déclaré des responsables lors d'un sommet de haut niveau dans la capitale du Kenya, Nairobi. Organisé sous le thème « Prendre en charge : repenser le financement durable des systèmes alimentaires africains », le Sommet 2025 sur le financement durable des systèmes agroalimentaires a réuni des décideurs politiques et des acteurs du secteur pour explorer des solutions de financement pour transformer les systèmes alimentaires à travers le continent. Lors du forum de trois jours, les délégués ont déclaré, à son premier jour, mardi, que même si l'agriculture emploie plus de 60 pour cent de la population du continent, elle continue de recevoir des investissements disproportion-

nellement faibles. Mutahi Kagwe, secrétaire du cabinet du ministère kényan de l'Agriculture et du Développement de l'élevage, a déclaré que le secteur ne reçoit que 3 % du budget national, bien qu'il contribue à hauteur de 22,5 % au produit intérieur brut du pays. « En augmentant l'allocation budgétaire à 10 pour cent, nous investirons non seulement de manière adéquate dans le secteur, mais nous répondrons également aux exigences de la Déclaration de Malabo de 2014 sur le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) et de la Déclaration de Kampala du PDDAA de janvier 2025 », a déclaré Kagwe. Une telle mesure pourrait augmenter la productivité de 45 %, éliminer les pertes après récolte et tripler le commerce agricole intra-africain d'ici 2035, a ajouté Kagwe. Veronica Nduva, secrétaire générale de la Communauté de l'Afrique

de l'Est, a déclaré que la région s'efforçait de moderniser l'agriculture pour la rendre résiliente au changement climatique et axée sur la valeur. Elle a souligné « la nécessité d'investir dans les infrastructures, les technologies, la recherche et un accès financier inclusif », en particulier pour les petits exploitants agricoles. Moses Vilakati, commissaire à l'agriculture, au développement rural, à l'économie bleue et à l'environnement durable de l'Union africaine, a déclaré par liaison vidéo que le continent s'était engagé à mobiliser 100 milliards de dollars d'ici 2035 pour la transformation du système alimentaire. Il a appelé à l'adoption d'outils de financement innovants qui réduisent les risques liés aux investissements agricoles et autonomisent les petits exploitants, en particulier les femmes et les jeunes, qui constituent l'épine dorsale des systèmes alimentaires.

2

CAMEROUN

Un militaire tué et trois autres blessés dans une attaque terroriste

Un militaire camerounais a été tué et trois autres blessés dans une attaque attribuée au groupe terroriste Boko Haram lundi dans la nuit dans la région de l'Extrême-Nord, a indiqué un responsable local. Selon la même source, l'attaque est survenue à Kerawa, localité frontalière du Nigeria située dans l'arrondissement de Kolofata, département du Mayo-Sava. La même source, citée par des médias locaux, a indiqué que les assaillants ont ciblé un poste de l'armée camerounaise. Après avoir ouvert le feu, ils ont rapidement pris la fuite en direction de la frontière. Fin mars, le groupe terroriste Boko Haram a attaqué un avant-poste militaire dans la même région, laissant au moins dix soldats tués et 20 autres blessés. Selon les médias locaux, il s'agissait de l'une des attaques les plus meurtrières contre l'armée camerounaise depuis que le groupe terroriste Boko Haram a commencé à opérer dans la région en 2014.

B 1

Le groupe nucléaire français Orano, détenu à 90% par l'État, envisage la vente de ses actifs d'uranium au Niger, rapporte le Financial Times. Cette décision intervient après la détérioration des relations avec le gouvernement souverainiste de Niamey, au pouvoir depuis 2023. Déclaré persona non grata au Niger, le groupe français Orano, spécialiste du combustible nucléaire, a confirmé qu'il « envisageait de céder ses actifs dans le pays, après la détérioration de ses relations avec le gouvernement de Niamey », a rapporté Financial Times, dans une de ses éditions.

Cette décision fait suite à une série d'événements : en juin 2024, les autorités nigériennes ont révoqué le permis d'exploitation d'Imouraren, l'un des plus grands gisements d'uranium au monde. En décembre, Orano a annoncé avoir perdu le contrôle opérationnel de la Somaïr, sa principale filiale dans le pays. Ces mesures s'inscrivent dans une volonté affichée de Niamey de reprendre le contrôle des ressources naturelles du pays. Le Niger, qui fournit environ 20 % de l'uranium naturel utilisé en France, cherche à diversifier ses partenariats, notamment en se rapprochant de la Russie et de la

Chine, jugés » partenaires respectueux de la souveraineté ».

LA POSSIBLE CESSION DES ACTIFS D'ORANO AU NIGER SOULÈVE DES PRÉOCCUPATIONS AU SEIN DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

La possible cession des actifs d'Orano au Niger soulève des préoccupations au sein du gouvernement français, actionnaire majoritaire du groupe. Selon le Financial Times, des entreprises russes et chinoises auraient d'ores et déjà manifesté leur intérêt pour ces actifs stratégiques. Cette situation reflète une perte d'influence de la France notamment en Afrique de

LE PROJET DE TRUMP POUR PROTÉGER SON PAYS

L'architecture du Dôme d'or estimée à plusieurs milliards de dollars dévoilée

Le président des Etats-Unis, Donald Trump a dévoilé l'architecture du Dôme d'or, un système de défense antimissile conçu pour protéger les États-Unis contre tous les types de missiles, y compris ceux lancés depuis l'espace.

Le projet, estimé à plusieurs milliards de dollars, devrait être achevé d'ici à 2029, suscite des doutes quant à son coût et son calendrier. L'administration Trump a sélectionné une architecture pour le système de défense antimissile de nouvelle génération Dôme d'or (Golden Dome), a annoncé Donald Trump. Selon le président américain, le nouveau système sera conçu pour protéger les États-Unis contre différents types de missiles, « même s'ils sont lancés depuis l'autre côté de la Terre et même s'ils sont lancés depuis l'espace ». Donald Trump a ajouté que le



Dôme d'or inclurait des « capteurs et des intercepteurs basés dans l'espace ». Ce système « déployera des technologies nouvelle génération sur terre, en mer et dans l'espace », a-t-il noté. Le dirigeant américain a également précisé que le Canada était intéressé par l'utilisation de ce système. « Nous allons donc en discuter avec eux. Ils veulent une protection, eux aussi. Comme d'habitude, nous aidons le Canada autant que nous pouvons », a-t-il indiqué. Il est

prévu d'allouer 25 milliards de dollars au développement du projet, mais, d'après Donald Trump, le coût total pourrait s'élever à 175 milliards de dollars. Le projet devrait être achevé avant la fin du mandat du président américain, soit « dans environ trois ans ».

UN PROJET DE DÉFENSE PROMETTEUR QUI SUSCITE DES DOUTES

Toutefois, Reuters note que les experts de l'industrie sont moins sûrs du calendrier et du

coût en raison de la surveillance politique et de l'incertitude du financement. Selon l'agence de presse, le Bureau du budget du Congrès américain a estimé en mai que la construction du Dôme d'or pourrait coûter 831 milliards de dollars sur deux décennies. Le développement d'un nouveau système de défense antimissile, similaire au Dôme de fer israélien, était l'une des promesses de campagne de Donald Trump. Après son investiture en janvier, il a signé un décret à cet effet, chargeant Pete Hegseth, secrétaire à la Défense, de développer une « architecture » et un « plan de mise en œuvre » pour le « bouclier antimissile de nouvelle génération » dans un délai de 60 jours.

En avril, Reuters a rapporté que la société spatiale d'Elon Musk, SpaceX, ainsi que ses partenaires, pourraient jouer un rôle clé dans le développement du Dôme d'or. Par ailleurs, le nouveau système de défense pourrait prévoir des « abonnements » : le gouvernement ne posséderait pas directement le système, mais paierait uniquement pour l'accès à la technologie.

R.I.

FED

Les droits de douane vont ajouter de la pression sur les prix

Les droits de douane voulus par le président américain Donald Trump vont très vraisemblablement renforcer la pression inflationniste, même après les récents signes de désescalade avec la Chine, a averti mardi un responsable de la Réserve fédérale américaine (Fed). « Si l'on regarde ce qui se prépare, la pression sur les prix semble se renforcer », a estimé le président de la branche de Saint-Louis de la Fed, Alberto Musalem, lors d'un discours dans le Minnesota (nord). Le président américain a imposé début avril des droits de douane allant jusqu'à 50% sur l'ensemble des produits entrant aux Etats-Unis, avant de les ramener dans la foulée à 10%, pour une période de 90 jours, afin de donner le temps à la conclusion d'accords commerciaux. Mais les tensions se sont renforcées avec la Chine, l'un des principaux partenaires commerciaux des Etats-Unis, les deux pays surenchérissant à la hausse de la surtaxe par l'autre capitale, pour atteindre jusque 145% sur les produits chinois. Donald Trump a finalement accepté mi-mai de ramener ces droits de douane à 30%, là encore pour une période de 90 jours, le temps de trouver un accord de long terme sur les échanges commerciaux entre les deux premières puissances économiques, que le président américain juge particulièrement déséquilibrés. « Plusieurs de mes contacts professionnels m'ont assuré que de nombreuses entreprises commençaient à augmenter les prix pour intégrer les coûts générés par les droits de douane », a averti M. Musalem. Les récentes enquêtes menées par la Fed dans différents secteurs d'activité suggèrent par ailleurs que plus d'entreprises prévoient d'augmenter leurs prix dans les six prochains mois, alors que les consommateurs voient l'inflation s'établir à un niveau plus élevé à l'avenir. La Fed a laissé lors de sa dernière réunion, les 7 et 8 mai, ses taux inchangés, dans une fourchette comprise entre 4,25% et 4,50%, soit son niveau depuis la réunion de décembre. La prochaine réunion de son comité de politique monétaire (FOMC), doit se tenir les 17 et 18 juin prochains et les analystes prévoient un nouveau maintien des taux à leur niveau actuel, selon l'indice de suivi de CME, FedWatch.

R.I.

CHINE

L'équipage de Shenzhou-20 effectuera sa première sortie extravéhiculaire

Es membres de l'équipage de Shenzhou-20 à bord de la station spatiale chinoise effectueront leur première sortie extravéhiculaire dans les prochains jours, a annoncé mercredi l'Agence chinoise des vols spatiaux habités. Depuis leur entrée dans la station spatiale Tiangong le 25 avril, les trois astronautes ont accompli une série de tâches en orbite, dont la rotation avec leurs prédecesseurs, les membres de l'équipage de Shenzhou-19, la maintenance et l'entretien de la plate-forme de la station spatiale, les inspections et les tests des combinaisons extravéhiculaires et des exercices de secours médical. Toutes les expériences scientifiques menées dans l'espace ont progressé comme prévu, a indiqué l'agence. Elle a également confirmé que les trois membres de l'équipage de Shenzhou-20 étaient en bonne santé et que la station spatiale fonctionnait sans problème.

R.I.

DESTRUCTION DE FORÊTS TROPICALES

Elle a atteint un niveau record l'an dernier

La destruction des forêts tropicales a atteint l'an dernier un niveau record depuis au moins vingt ans, en raison des incendies alimentés par le changement climatique et d'une situation qui se dégrade de nouveau notamment au Brésil.

Les régions tropicales ont perdu l'an dernier 6,7 millions d'hectares de forêt primaire, une superficie quasi équivalente à celle du Panama, au plus haut depuis le début de la collecte des données en 2002 par l'observatoire de référence Global Forest Watch, élaboré par le groupe de réflexion américain World Resources Institute (WRI) avec l'université du Maryland. Le chiffre, en hausse de 80% par rapport à 2023, « équivaut à la perte de 18 terrains de

football par minute », a souligné Elizabeth Goldman, codirectrice de l'observatoire. Les incendies sont responsables de près de la moitié de ces pertes, devant l'agriculture pour la première fois. Ces destructions ont représenté l'équivalent de 3,1 milliards de tonnes de CO₂ émises dans l'atmosphère. « Ce niveau de destruction des forêts est complètement inédit en plus de 20 ans de données », a souligné Mme Goldman. « C'est une alerte rouge mondiale ». Le rapport se concentre sur les forêts tropicales, les plus menacées et très importantes pour la biodiversité et leur capacité à absorber le carbone de l'air. Il englobe les pertes pour toutes raisons : déforestation volontaire mais aussi destruction accidentelle et incendies. Les

incendies ont été favorisés par des « conditions extrêmes » qui les ont rendus « plus intenses et difficiles à contrôler », expliquent les auteurs. L'année 2024 a été la plus chaude jamais enregistrée dans le monde sous l'effet du changement climatique, causé par la combustion massive des énergies fossiles et du phénomène naturel El-Niño. Si les feux peuvent avoir une origine naturelle, ils sont la plupart du temps causés par l'homme dans les forêts tropicales afin de défricher des terres. La déforestation pour faire spécifiquement place à l'agriculture, historiquement première cause de destruction, pointe à la deuxième place mais reste une cause majeure.

R.I.

AUSTRALIE

Des milliers de personnes isolées à cause des inondations dans l'est du pays

Des milliers de personnes ont été isolées en raison d'inondations record dans l'Etat australien de Nouvelle-Galles du Sud, situé sur la côte est, rapporte mercredi la presse locale.

De fortes précipitations se sont poursuivies mercredi pour la quatrième journée consécutive dans des régions situées à plus de 100 km au nord de Sydney, exacerbant les inondations soudaines et généralisées. Le service d'urgence de l'Etat (SES) de l'Etat de Nouvelle-Galles du Sud a déclaré avoir répondu à 887 appels à l'aide, dont 118 sauvegagements des inondations, dans

les 24 heures précédant la matinée de mercredi. Environ 16 000 personnes ou 7 400 habitations dans les zones les plus touchées peuvent s'attendre à être isolées pendant au moins une journée, a déclaré mercredi matin Andrew Edmunds, porte-parole du SES, cité par l'Australian Broadcasting Corporation (ABC).

Le SES a eu connaissance de 52 personnes piégées sur des tables, des vérandas et leurs toits, a-t-il ajouté. Le fournisseur d'électricité local Essential Energy a indiqué qu'environ 3 700 foyers et entreprises, principalement à Taree, Wingham, Tinonee, Bur-

rell Creek, Hillville et dans les environs, étaient privés d'électricité. « Les équipes seront de nouveau à pied d'œuvre aujourd'hui pour évaluer les dégâts et terminer les réparations où il est possible de le faire en toute sécurité », a déclaré l'entreprise dans un communiqué mercredi. Près de 100 écoles dans les zones touchées ont été fermées dans la même journée. Le ministre des Services d'urgence de Nouvelle-Galles du Sud, Jihad Dib, a déclaré à Radio National Breakfast qu'il avait demandé l'aide du gouvernement fédéral et que les forces de défense australiennes devaient bientôt

arriver pour participer aux opérations de sauvetage. Le Bureau de Météorologie (BoM) a émis une alerte météo indiquant que certaines parties des régions de Hunter, Mid North Coast, Northern Tablelands et Northern Rivers ont enregistré des cumuls de précipitations sur 20 heures dépassant les 200 mm. Les fortes précipitations devraient se poursuivre tout au long de la journée de mercredi et jusqu'à jeudi dans une grande partie de l'Etat et pourraient entraîner des inondations « potentiellement mortelles », a averti le BoM.

R.I.

SUR LES POURPARLERS DE PAIX RUSSO-UKRAINIENS

Le Porte-parole du Kremlin Peskov évoque des « contacts pas faciles »

Le porte-parole du président russe, Dmitri Peskov, a souligné la complexité des négociations russo-ukrainiennes, en particulier la préparation d'un protocole d'intention sur un traité de paix, mettant en avant l'importance des détails et prévenant que les contacts entre les parties ne seront « pas faciles ».

La Russie et l'Ukraine auront des « contacts pas faciles » afin d'élaborer le texte du mémorandum sur l'accord de paix et le cessez-le-feu, a déclaré le porte-parole de la présidence russe, Dmitri Peskov. Selon lui, la partie russe et la partie ukrainienne « élaboreront des projets de documents et les échangeront ». Dmitri Peskov souligne qu'aucune date n'a été fixée : « Il n'y a pas et il ne peut pas y avoir de délais ». « Il est clair que tout le monde veut le faire aussi vite que possible, mais le diable est dans les détails », précise le porte-parole du président russe. Le 16 mai, les délégations russe et ukrainienne se sont rencontrées à Istanbul pour reprendre les pourparlers bilatéraux interrompus par Kiev en 2022. À l'issue des discussions, le chef de la délégation russe, Vladimir Medinsky, a déclaré que la partie russe était « satisfaite » des résultats, soulignant la volonté de la Russie de poursuivre ces échanges. Au cours des pourparlers, les parties ont convenu de procéder à un échange de 1 000 prisonniers de guerre contre 1 000. En outre, Moscou et Kiev ont accepté de présenter leur vision d'un éventuel futur cessez-le-feu. L'Ukraine a également demandé des « pourparlers directs » entre les chefs d'État. Selon Vladimir Medinsky, Moscou « en a pris note ». Le 19 mai, le président russe Vladimir Poutine a eu une conversation téléphonique de deux heures avec son homologue américain Donald Trump, qualifiant l'échange d'*« ouvert et constructif »*. Le dirigeant russe a également noté l'intention de la Russie de travailler sur un mémorandum relatif à un éventuel traité de paix. La déclaration sur les négociations immédiates autour d'un mémorandum de paix entre la Russie et l'Ukraine a été interprétée par Kiev et les capitales européennes comme une intention de se laver les mains, ce qui suscite un sentiment de malaise en Ukraine. Il ne s'agit pas nécessairement de se retirer du processus, mais un glissement vers la version russe des



événements a manifestement lieu. Dans cette situation, Kiev se montre plus réservé qu'il aurait pu l'être ou qu'il ne l'a été auparavant. Il semble arrivé à la conclusion qu'il n'y a pas moyen de compter sur l'Europe à cause de sa position fondée sur on ne sait quoi.

« LORS DE LA CONVERSATION, TÉLÉPHONIQUE ENTRE POUTINE ET TRUMP, IL EST DÉSORMAIS QUESTION DE NÉGOCIATIONS AVANT LA TRÈVE »

Pour le rédacteur en chef du journal « La Russie dans les affaires mondiales », Fiodor Loukianov, les pourparlers entre Vladimir Poutine et Donald Trump sur l'Ukraine ont des allures de jeu psychologique. Quant à l'Europe, qui s'accroche pour jouer un rôle dans le conflit, elle se donne de l'importance en s'employant à saper les négociations. Il existe des pros, capables de déceler des nuances subtiles dans les formulations concrètes de Poutine et celles exaltées de Trump. C'est un talent spécial. Quant à ceux qui ne le possèdent pas, il ne leur reste qu'à spéculer tristement. À en juger par ce qui a filtré de la conversation téléphonique, on peut tirer les conclusions suivantes. « Poutine suit patiemment sa ligne, sans en dévier le

moins du monde : les causes profondes, une paix durable, les objectifs de l'opération militaire spéciale ». Le ton et parfois le contexte peuvent changer, les mêmes choses peuvent être dites avec plus de dureté ou, au contraire, de façon plus constructive. Ni plus ni moins. Le fait que Trump, habitué à obtenir des résultats immédiats, n'ait pas craqué ni ne se soit déchaîné devant cette constance, est déjà un succès. Les deux présidents Poutine et Trump semblent jouer à un jeu psychologique, chacun croyant bien comprendre l'autre. La tactique de Poutine se base vraisemblablement, selon Fiodor Loukianov « sur l'hypothèse que, pour son interlocuteur, le sujet est a priori moins essentiel qu'il ne l'est pour lui et qu'il souhaite s'en défaire d'une manière ou d'une autre ». Pour la partie russe, au contraire, c'est un sujet d'une importance incomparable. Dans cette optique, selon lui, « cédera donc celui pour lequel la question est moins capitale ». Trump renonce progressivement à son idée de trêve rapide et dans cette conversation, « il est désormais question de négociations avant la trêve. »

R.I

DES INQUIÉTUDES SUR LA DÉPENDANCE TECHNOLOGIQUE DES ÉTATS-UNIS

Le blocage des e-mails du procureur de la CPI par Microsoft alimente l'inquiétude des Pays-Bas

Le gouvernement néerlandais est alarmé par la décision controversée de Microsoft de bloquer le compte de messagerie électronique de Karim Khan, procureur en chef de la Cour pénale internationale (CPI), dont le siège est à La Haye.

En réponse, les autorités ont commencé à réévaluer l'infrastructure numérique officielle et à explorer des alternatives aux fournisseurs de technologie américaines. Selon le journal néerlandais De Volkskrant, la suspension de Microsoft fait suite aux sanctions américaines imposées par le président Donald Trump en février, après que la CPI a émis un mandat d'arrêt contre le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu. En tant qu'entreprise américaine, Microsoft s'est conformée à la politique fédérale

le, coupant ainsi de fait Khan de toute communication officielle via ce blocage. « Cela a déclenché des signaux d'alarme à tous les niveaux du gouvernement. Des évaluations urgentes de notre exposition numérique sont actuellement en cours », a déclaré un haut fonctionnaire, s'exprimant sous couvert d'anonymat auprès de De Volkskrant, soulignant que l'incident a suscité des réévaluations urgentes au sein du gouvernement néerlandais. Klaas Knot, président de la banque centrale néerlandaise,

De Nederlandsche Bank (DNB), a averti mardi que les principaux systèmes nationaux dépendent de technologies contrôlées à l'étranger. Même les institutions d'apparence locale s'appuient souvent sur des infrastructures de base d'entreprises américaines, a-t-il expliqué, citant

iDEAL, le système de paiement néerlandais, qui dépend de deux entreprises américaines représentant plus de 60 % du marché européen. Knot a également exprimé des inquiétudes concernant le secteur des services cloud, notant que les banques, les entreprises et les agences gouvernementales néerlandaises - y compris DNB elle-même - stockent des données sensibles auprès de fournisseurs tels qu'Amazon, Google et Microsoft.

En réponse, la demande de fournisseurs de services cloud nationaux a explosé. Ludo Baauw, fondateur et PDG d'Intermax Group, une société de services cloud basée à Rotterdam, a déclaré qu'au moins dix institutions publiques clés ont contacté son entreprise ces dernières semaines pour rechercher des alternatives afin de

réduire leur dépendance aux plateformes américaines. Baauw a expliqué que la migration depuis l'infrastructure Microsoft peut prendre de six mois à trois ans, selon la complexité du projet. Plusieurs ministères sont profondément ancrés dans le système Microsoft, a-t-il expliqué, ajoutant que même les pratiques de recrutement tendent à privilégier les candidats possédant une expertise Microsoft, créant ainsi une dépendance difficile à inverser. Intermax aide désormais certaines institutions à stocker des sauvegardes de courrier électronique à l'intérieur des frontières néerlandaises, afin de se prémunir contre d'éventuelles interruptions de service Microsoft, telles que les pannes de Microsoft 365, a rapporté De Volkskrant.

R.I

ESPAGNE

Un ex-conseiller de Viktor Ianoukovitch tué par balles près de Madrid

Conseiller de l'ex-président ukrainien Viktor Ianoukovitch de 2010 à 2014, Andriï Portnov, a été tué par balles, hier, dans la ville espagnole de Pozuelo de Alarcón. Selon El País, il a été la cible de plusieurs coups de feu alors qu'il s'apprêtait à monter dans sa voiture devant l'école américaine où il venait de déposer ses enfants.

R.I

INDONÉSIE La banque centrale abaisse ses taux pour soutenir la croissance

La banque centrale indonésienne a abaissé mercredi son taux directeur pour la deuxième fois en 2025, une mesure anticipée par les économistes et visant à stimuler la croissance économique du pays. L'institution a abaissé le taux de prise en pension à sept jours de 25 points de base, à 5,5 %, la première baisse depuis janvier dernier. « Cette décision est cohérente avec l'estimation d'une inflation faible et contrôlée en 2025 et 2026 (...) et avec les efforts visant à maintenir la stabilité du taux de change de la roupie conformément à ses fondamentaux et à encourager une croissance économique durable », a déclaré le gouverneur de la banque centrale, Perry Warjiyo. La roupie a récemment subi des pressions et s'échange à ses niveaux les plus bas depuis la crise financière asiatique, notamment en raison de l'annonce de la hausse drastique des tarifs douaniers par le président américain Donald Trump, en grande partie suspendus pendant 90 jours. La devise a depuis regagné du terrain, Washington et Pékin ayant convenu la semaine dernière de désamorcer temporairement les tensions en abaissant les tarifs douaniers qu'ils imposent mutuellement sur leurs marchandises. L'Indonésie, première économie d'Asie du Sud-Est, a connu une croissance de 4,87 % au premier trimestre 2025, un peu ralenti en raison d'une consommation intérieure affaiblie, selon les données officielles. Les analystes prévoient que la banque centrale assouplira progressivement sa politique monétaire en raison des incertitudes économiques mondiales.

R.I

PRÉSÉRATION ET PROMOTION DES MUSÉES ET DES COLLECTIONS MUSÉALES

Fin des travaux de l'atelier

Les travaux d'atelier de la réunion internationale et régionale intitulée, «la préservation et la promotion des musées et des collections muséales, leur diversité et leur rôle dans la société» ont pris fin, au Palais de la Culture Moufdi-Zakaria à Alger, avec la mise en avant de la nécessité de revaloriser l'espace muséal, sa mise à jour avec la société par son adaptation aux défis actuels et aux nouvelles technologies, l'intelligence artificielle notamment.

Présidée par le ministre de la Culture et des Arts, Zouhir Ballalou, dont le département est l'organisateur de ce grand événement international, cette réunion de haut niveau régional a été coordonnée en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, (UNESCO) et l'Organisation arabe pour l'éducation, la science et la culture (ALECSO), avec la participation d'experts, de directeurs de musées, de professionnels de plusieurs pays et organisations mondiales concernés par la protection du patrimoine culturel. Dans son allocution de clôture, le ministre de la Culture et des Arts, Zouhir Ballalou a noté avec satisfaction que «l'atelier avait atteint le niveau d'ambition souhaité grâce à des discussions riches, des visions multiples et des expériences



PHOTO DR

inspirantes partagées», relevant «qu'une prise de conscience collective quant à l'importance des musées a émergé», car, a-t-il ajouté, «les Musées ne sont pas seulement considérés comme des lieux de conservation de la mémoire, mais aussi comme des espaces inclusifs qui créent du sens, embrassent la diversité et contribuent à bâtir des ponts de dialogue et d'appartenance». Durant cet atelier, poursuit M. Ballalou, «les interventions ont montré comment les musées peuvent évoluer et s'adapter aux défis actuels, tant sur le plan des réponses à apporter aux menaces visant les biens culturels, que sur celui de l'utilisation des outils de l'ère numérique pour étendre leur influence et leur ouverture sur les sociétés», a-t-il fait savoir.

«UNE ASSISE FONDAMENTALE POUR LE DÉVELOPPEMENT DES POLITIQUES MUSÉALES ET LE RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION ENTRE LES PAYS PARTICIPANTS»

M. Ballalou a, dans ce cadre, précisé que «les résultats de

cet atelier, sont perçus comme une assise fondamentale pour le développement des politiques muséales et le renforcement de la coopération entre les pays participants», ajoutant qu'«il convenait, pour ce faire, de les traduire en programmes concrets et en initiatives participatives pour renforcer la résilience des musées et enrichir leur relation avec le grand public».

Rappelant que «le succès de cet atelier était attribué aux efforts et au dévouement de tous», M. Ballalou a réitéré, à cette occasion, «l'engagement de son département à poursuivre l'élan de cet effort, notamment en soutenant les initiatives régionales et en participant activement aux efforts de protection du patrimoine muséal et d'adaptation du système aux changements contemporains». A noter que, la clôture des travaux de la réunion internationale et régionale sur la préservation et la promotion des musées et des collections muséales s'est déroulée en présence du directeur régional de l'UNESCO pour la région Maghreb, M. Monsieur Eric Falt, de la repré-

sentante du Conseil international des musées (ICOM) en Afrique, des représentants des pays participants, des experts de l'UNESCO, des cadres du ministère de la Culture et des Arts, ainsi que des directeurs des musées nationaux sous la tutelle. L'Algérie a été représentée par une élite d'experts universitaires et de responsables de musées nationaux, ainsi que par des représentants des secteurs de la justice, de la sécurité nationale et de la protection civile, reflétant ainsi, le caractère inclusif et participatif qui a marqué ce grand rendez-vous régional. Les travaux de cet atelier, organisés sur deux jours (18 et 19 mai dernier), coïncident avec la clôture du mois du patrimoine (18 avril-18 mai) et la Journée mondiale des musées, célébré le 18 mai de chaque année, ce qui confirme l'engagement de l'Algérie dans son rôle régional et international dans la protection du patrimoine et la promotion de la culture comme levier pour le développement et le dialogue interculturel.

L. Z.

CONCOURS NATIONAL DE LECTURE "FRANTZ FANON"

Prolongation du délai de candidature jusqu'au 30 juin prochain

L'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (AARC) a annoncé, mardi dans un communiqué, la prolongation du délai de candidature au concours national de lecture "Frantz Fanon", destiné aux jeunes, jusqu'au 30 juin prochain, en vue de permettre à un plus grand nombre de participants de postuler. L'Agence a décidé de prolonger les délais de réception des candidatures au "concours national de lecture - Frantz Fanon" jusqu'au 30 juin, en raison de la forte demande pour y participer, coïncidant avec la période des examens secondaires et universitaires, a précisé l'AARC.

Cette initiative "s'inscrit dans la démarche du ministère de la Culture et des Arts, visant à ancrer l'acte de lecture chez les jeunes algériens et à rendre hommage à l'une des figures éminentes du combat littéraire et intellectuel en Algérie, Frantz Fanon, en encourageant la lecture de ses œuvres et en s'inspirant de ses idées éclairées", a ajouté l'Agence, soulignant que "le concours sera couronné par l'organisation d'une journée d'étude et une remise de prix".

Les candidats intéressés sont invités à consulter le règlement du concours via le lien suivant :

[adresse et numéro de téléphone, et une copie de la carte d'identité. Trois liens électroniques, en arabe, anglais et français, ont été mis à la disposition des participants pour télécharger la version numérique du premier livre de Frantz Fanon, "L'An V de la révolution algérienne".](https://drive.google.com/file/d/1ISG_OCOy6HQwGjSfZxI31neVpeHT9ef/view?usp=s_haring, à la signer et à le renvoyer avant le 30 juin à l'adresse e-mail : fanon.lecture@gmail.com. Chaque candidat devra joindre, dans un document séparé accompagné du règlement du concours signé et certifié, les informations suivantes : nom et prénom, date et lieu de naissance,</p>
</div>
<div data-bbox=)

Le concours est ouvert à tous les jeunes algériens âgés de 18 à 35 ans.

TÉBESSA 44 artistes au salon national des arts plastiques

La 17ème édition du salon national des arts plastiques s'est ouverte mardi à la maison de la culture Mohamed Chebouki de Tébessa avec la participation de 44 plasticiens. Cette édition de trois jours regroupe des artistes de 16 wilayas du pays dont Constantine, Bordj Bou Arrridj, Oran, Djelfa et Sidi Bel Abbès, a précisé à l'APS Mounir Mouissi, le directeur de la maison de la culture, initiatrice de la manifestation. Selon le même responsable, le salon verra l'organisation d'un concours pour la désignation des trois meilleures œuvres participantes par un jury de spécialistes. Le programme de la manifestation prévoit également l'animation de deux ateliers de dessin et de sculpture encadrés par des artistes au profit des enfants. La cérémonie d'ouverture a été marquée par un hommage rendu aux deux plasticiens, Lazhar Boudiar et Hassan Keradia en reconnaissance pour leurs contributions sur plusieurs années à l'enrichissement de la scène artistique. La cérémonie d'ouverture de la manifestation a été présidée par le directeur de la réglementation et des affaires générales, Abdelkader Kazouaï en présence d'une foule d'artistes et d'adeptes des arts plastiques.

SOUK AHRAS

Ouverture du Festival national de la musique andalouse

La onzième édition du Festival culturel national de la musique andalouse s'est ouverte mardi soir à la maison de la culture Tahar Ouetta de Souk Ahras avec un concert animé, devant une assistance nombreuse composée de familles, par une pléiade d'artistes dont la star a été Salim Fergani. Fergani a excellé par l'interprétation d'un cocktail de chansons puisé dans le patrimoine musical constantinois, laissant ensuite la scène au talentueux artiste, Abderrachid Segueni, également de Constantine. La première soirée du festival dédié au savant, Ahmed Chihab-Eddine Ettifachi, a mis à l'honneur le folklore des Aïssaoua interprété par plusieurs troupes de Souk Ahras qui ont plongé le public dans une atmosphère spirituelle au rythme de "Koumou Sebhoul Allah" et "Ya achikine Rassoul Allah". Dans une allocution lu à l'occasion, au nom du ministre de la Culture et des Arts, le directeur général de l'Opéra d'Alger "Boualem Bessaïh", Abdelkader Bouazzaoui, a souligné que le choix de Souk Ahras pour la tenue de cette édition traduit la démarche du ministère d'ancrer l'action culturelle et l'engagement du secteur à soutenir les manifestations culturelles. De son côté, le Commissaire du festival, Benthabet Mohamed Derbani, a indiqué que l'organisation à Souk Ahras du festival "relance la vie culturelle dans la région et consolide la présence de la musique andalouse dans les milieux juvéniles". Le festival verra, cinq jours durant, l'organisation à la maison de la culture de concerts à animer par 18 artistes représentants les wilayas de Souk Ahras, d'Annaba, de Tlemcen, de Skikda, de Constantine et de Mila. Deux soirées de proximité seront en outre organisées à la salle Kateb Yacine de Sedrata dans le cadre du rapprochement de l'animation culturelle du public de cette commune.

ALGER

Ouverture du forum national des jeunes éditeurs

Le forum national des jeunes éditeurs s'est ouvert, mardi au Palais de la Culture "Moufdi Zakaria" à Alger, avec pour objectif d'accompagner cette catégorie et de l'encourager à la créativité. Dans une allocution lu en son nom par le chef du cabinet du ministre de la Culture et des Arts, M. Mohamed Sidi Moussa, le ministre du secteur, M. Zouhir Ballalou, a fait savoir que cette rencontre vise à soutenir et à accompagner les jeunes éditeurs, soulignant que le secteur de la culture connaît, ces derniers temps, une dynamique et une activité soutenue dans différents domaines culturels, notamment dans le domaine de l'édition. Le ministre a mis en avant l'intérêt que porte son département à l'édition et à la distribution du livre, ainsi que le soutien accordé à ce volet en vue de promouvoir la lecture publique, à travers l'organisation de manifestations livresques au niveau local, national et international. Il a également précisé que le ministère œuvre à la mise en place d'espaces dédiés à la lecture à travers les différentes régions du pays, rappelant, dans ce cadre, la poursuite de l'instauration de bases et de règles organisationnelles visant à structurer la filière du livre et à la professionnaliser davantage, dans un climat incitant les jeunes éditeurs à la créativité". Pour sa part, le directeur central du livre au ministère de la Culture et des Arts, M. Tidjani Tama, a présenté un ensemble de lois et de décrets exécutifs régissant les activités d'édition et l'industrie du livre en Algérie, invitant les jeunes éditeurs à en prendre connaissance.

Recette du jour**TAJINE RKHAM**

Ingrédients (pour 6 à 8 personnes):

- 800 g de viande hachée des morceaux de viande d'agneau
- 2 oignons râpés
- persil haché
- cannelle en poudre
- des oeufs durs à savoir, 4 quartiers pour 4 boules de viande
- 1 cs de beurre clarifié
- 1 cs d'huile neutre
- sel poivre
- pour la liaison akda: jus de citron
- 1 oeuf
- 1 c-a-soupe de persil ciselé

INSTRUCTIONS

Dans une cocotte faire revenir les morceaux de viande et 1 oignon râpé, saupoudrer d'1 cs de farine, mélanger. Ajouter les bâtons de cannelle, sel, poivre. Verser de 1/2 litre d'eau, couvrir et laisser cuire la viande qui devrait être bien tendre. Préparer el kefta : mélanger la viande hachée avec le reste des ingrédients (persil, sel, poivre, oignon râpé, persil ciselé). Prendre de grosses

boules qu'on aplati avec la paume de la main.

Déposer l'oeuf dur, refermer et bien façonner la dolma. Continuer jusqu'à épuisement des oeufs et de la viande. Il me restait de la viande hachée que j'ai façonné en boule sans farcir.

Chauder l'huile dans une poêle, passer les dolma dans la farine et faire revenir dans la friture les kefta (sans cuire juste les faire dorer de tous les côtés).

Une fois la viande cuite, rectifier l'assaisonnement, ajouter de l'eau si néces-

saire Disposer les dolma délicatement (la sauce doit juste arriver à hauteur). Couvrir et laisser mijoter, la sauce doit être onctueuse.

Quand la viande hachée est cuite verser une louche de sauce dans un bol, casser un oeuf ajouter du persil et du jus de citron bien mélanger. Verser dans la cocotte hors du feu, et secouer légèrement.

Servir en parsemant de persil ciselé.

Gâteau du Jour**Pull apart bread chocolate roll****INGRÉDIENTS**

- 320 g de farine
- 10 g levure boulangère fraîche 1
- c-a-c levure sèche active pour moi
- 25 g de sucre en poudre
- 20 ml d'eau tiède
- 125 ml de lait tiède
- 1 oeuf
- 30 g de beurre
- 1/4 c-a-c de sel
- Pour la garniture :
- 115 g de chocolat
- 25 g de sucre
- 25 g de beurre mou
- Pour le glaçage :
- 1/2 tasse de sucre glace
- 1 c-a-soupe de lait
- 1/4 c-a-c d'extrait de vanille

INSTRUCTIONS

Dans un bol mélanger la levure et l'eau tiède et laisser mousser quelques minutes. Verser la farine tamisée dans un récipient, y faire un puits et verser la levure.



Ajouter le lait, le sucre, le sel, l'oeuf et le beurre coupé en dés. Pétrir pendant 10 min environ sur le plan de travail farine. La pâte est collante au départ deviendra ferme et lisse. Former une boule, placer dans un récipient couvrir d'un film alimentaire et d'un torchon. Laisser lever environ 60- 90 min à l'abri de l'air (le four pour moi) ou jusqu'à ce qu'elle double de volume.

Pendant ce temps broyer le chocolat en poudre. Ajouter le sucre et le beurre mixer de nouveau.

Dégazer la pâte et l'étaler sur un rectangle de 30x40 cm.

Recouvrir la surface de la garniture au chocolat.

Rouler la pâte en boudin sur la partie la plus longue.

Découper à l'aide de ciseaux tous les 2-3 cm et déplacer le morceaux une fois vers la droite une fois vers la gauche.

Couvrir et laisser reposer une seconde fois durant 30 min.

Préchauffer le four à 180 C (350 F). Badigeonner la brioche d'oeuf battu et enfourner durant 20-30 min selon le four (la brioche doit être dorée).

Laisser refroidir sur une grille et recouvrir de glaçage qu'on aura préparé en mélangeant le sucre glace de lait et extrait de vanille.

Conseil du jour

Un traitement de substitution nicotinique adapté pour arrêter de fumer

- timbres (ou patchs à la nicotine) à appliquer sur la peau.
- gommes à mâcher.
- nicotine à aspirer grâce à un inhalateur.
- nicotine en pulvérisation buccale par sprays.
- comprimés à sucer ou à faire fondre sous la langue.

Le saviez-vous ?

Lorsque vous faites tremper des amandes dans de l'eau pendant la nuit...



Vous aidez à réduire la teneur en antinutriments et cela les rend plus bénéfiques pour le corps. Le simple de faire tremper les amandes « améliore leur apport nutritif ».

Bon à savoir !

La banane est un fruit qui présente de nombreux avantages pour la santé : elle fournit de l'énergie à l'organisme, réduit la tension artérielle, prévient les crampes musculaires et favorise l'augmentation de la sérotonine, ce qui permet de lutter contre la dépression et d'améliorer l'humeur.

**Astuce du jour:****DÉBOUCHEZ LES CANALISATIONS AVEC DU BICARBONATE**

Débouchez les tout en douceur avec du bicarbonate et du vinaigre blanc. Pour cela, faites chauffer un litre d'eau bouillante puis ajoutez-y 200 g de bicarbonate de soude, 20 cl de vinaigre blanc et 200 g

de sel. Une fois que vous aurez mélangé tous les composants, la préparation va se mettre à bouillonner de manière impressionnante : c'est prêt ! C'est alors le moment de verser la solution dans le

CITATION DU JOUR

“ La vie est un mystère qu'il faut vivre, et non un problème à résoudre”

conduit bouché. Attendez environ une demi-heure puis rincez avec de l'eau bouillante.

Le Courrier

Quotidien national d'information
Édité par l'Eurl Millénium Presse

Siège social :
Maison de la presse Kouba - Alger
R.C. : N° 01 B 00 151 30

Compte bancaire :
BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :
Ahmed TOUMIAT

Administration-publicité :

Tél. / Fax. : 023 70 94 27

Rédaction :

Tél. : 023 70 94 35

023 70 94 22

023 70 94 30

023 70 94 31

Fax. : 023 70 94 26

Composition :

PAO Le Courrier d'Algérie

POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER
A : l'Entreprise Nationale de communication,
d'Édition et de Publicité»

Agence ANEP : 01, Avenue Pasteur Alger.

Téléphone : 020-05-20-91 / 020-05-10-42

Fax : 020-05-11-48/020-05-13-45 / 020-05-13-77

E-mail : agence.regie@anep.com.dz

programmation.regie@anep.com.dz

agence.oran@anep.com.dz

agence.annaba@anep.com.dz

agence.ouargla@anep.com.dz

agence.constantine@anep.com.dz

Impression :

- Centre : SIA - Est : SIE

- Ouest : SIO

Nos bureaux régionaux

Tizi Ouzou : 3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine

Tél. / Fax. : 026 20 20 66

Oran : 6, avenue Khedim Mustapha

Tél. / Fax. : 041 39 45 73

Bouira : Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble

Kheerrouf - Bouira. Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles : lecourriedalgerie@yahoo.fr redaction_courrier@yahoo.fr

Les courses en direct



HIPPODROME BAZER SEKHRA - EL EULMA
JEUDI 22 MAI 2025 - PRIX : LOUIZA - PS.AR.NEE
DISTANCE : 1 300 M - DOTATION : 400.000 DA - DÉPART : 15H30
TIERCÉ - QUARTÉ - QUINTÉ

Duel entre Farès D'hem et Affila

Ce jeudi, la piste de l'hippodrome d'El-Eulma est ouverte pour 14 coursiers de race arabe de la même valeur qui prendront part à ce prix Louiza, qui servira de cadre au pari tiercé, quarté et quinté, une épreuve avec des chevaux assez moyens mais aux performances sensiblement égales qui restent équilibrées de par leurs gains, il faut en convenir et cela en rapport avec la condition du jour où l'on relèvera que tous les coursiers présents totalisant presque le même gain, sauf les deux mâles Badr El Hocine, Jazi de Monlau et la femelle TIF Wadha avec zéro gain. De ce fait, c'est dire si nous sommes confrontés à un véritable dilemme où il faudra faire preuve de perspicacité afin de pouvoir confectionner des lignes de jeux fiables qui puissent nous guider vers la combinaison gagnante qui risque d'être explosive car nous savons tous que cette classe de chevaux nous a surpris à plusieurs reprises avec des arrivées à surprises et même de cagnottes. Nous rappelons que cette course est réservée aux chevaux de 4 ans plus n'ayant pas totalisé la somme de 211.000 DA en gains et places depuis le 1er octobre 2024 sur une distance de 1300 mètres.

LES PARTANTS AU CRIBLE

1. FARES D'HEM. Ce fils du grand Sarab après un long repos voilà qu'il vient de débuter les courses par une belle victoire.

2. HOUSSEM. Au-dessous du lot.

3. MOUCHAHAR EL GOZALETTE. Excellent en dernier lieu ce mâle alezan qui a terminé 5e sur la même piste.

PROPRIÉTAIRES	N°	CHEVAUX	JOCKEYS	PDS	CDS	ENTRAÎNEURS
ABZ. KHODJA	1	FARES D'HEM	AB. AIDA	57	14	PROPRIÉTAIRE
R. MANSOURI	2	HOUSSEM (0)	AB. ATTALLAH	56	11	S. ATTALLAH
H. BOURENANE	3	MOUCHAHAR EL GOZA	O. CHEBBAH	56	10	MED. HAMIDI
ABH. DEKHNOUCHE	4	DERB EL ABTAL	JJ.MA. AIDA	55,5	12	AB. KARA
MI. ZAABOUB	5	EL MOKAFIH	MS. AIDA	55	5	B. BERRAH
B. NAIDJA SAHRAOUI	6	HOLM DILMI	JJ.Y. MOUSSI	55	7	PROPRIÉTAIRE
H. GUEROUİ	7	ZIN EL MAJD	SF. BOUHOUCH	55	1	PROPRIÉTAIRE
ABS. LAHMICI	8	AFFILA	CH. CHaabane	55	8	PROPRIÉTAIRE
Y. BOUCHAMA	9	BADR EL HOCINE	MS. GUEHIOUCHE	55	2	MR. DJEBBAR
D. LEMMADI	10	FAYCAL DAYEM	A. HEBRI	55	6	MED. HAMIDI
D. LEMMADI	11	ABDJAR	M. HARECHE	54	3	MED. HAMIDI
S. BERRAH	12	IZDHIHAR DAYEM	CH. ATTALLAH	54	13	PROPRIÉTAIRE
CH. AIDA	13	JAZI DE MONLAU	AB. CHENAFI	54	4	A. DJEBBAR
L. ZAABOUB	14	TF. WADHA	AP.S. ATTALLAH	53	9	PROPRIÉTAIRE

4. DERB EL ABTAL. Vu le lot présent, a mon avis, ce protégé de l'efficace entraîneur AB. Kara aura une chance de se positionner sur le podium.

5. EL MOKAFIH. Ce jeune coursier de 4 ans passe par une période sombre, peut-être il lui faudra un petit repos.

6. HOLM DILMI. Méfiance, cette fois l'efficacité de son jockey du jour Youcef Mouissa a l'habitude de venir chambouler les arrivées.

7. ZIN EL MAJD. Instable dans ses performances, ce mâle gris, sa tâche sera encore difficile.

8. AFFILA. Simplement elle est la première actrice de cette épreuve.

9. BADR EL HOCINE. Pour moi, ce jeune mâle de 4 ans est la surprise de

ce prix.

10. FAYCAL D'HEM. Il vient de reprendre les courses par une belle 2e place dans une course similaire à celle du jour.

11. ABDJAR. A revoir.

12. IZDHIHAR DAYEM. A pour lui uniquement la monte du jour.

13. JAZI DE MONLAU. Rien à son actif.

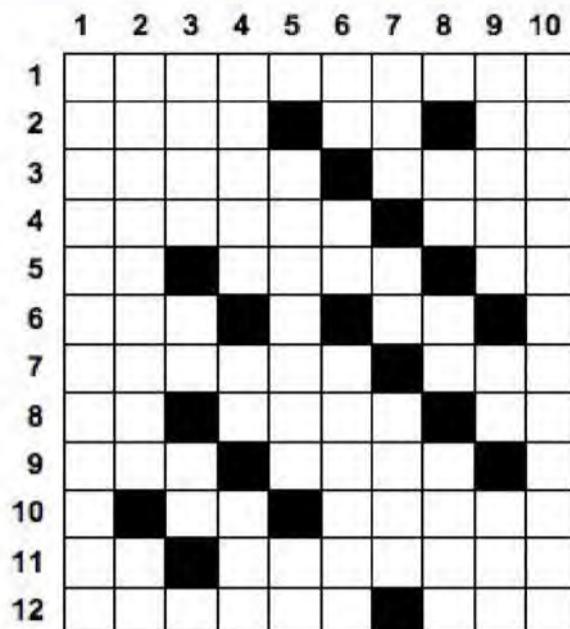
14. TF WADHA. Très longtemps absente.

DANS LE CREUX DE L'OREILLE MON PRONOSTIC

**8. AFFILA - 1. FARES D'EM -
6. HOLM DILMI - 4. DERB EL ABTAL - 2. HOUSSEM**

LES CHANCES

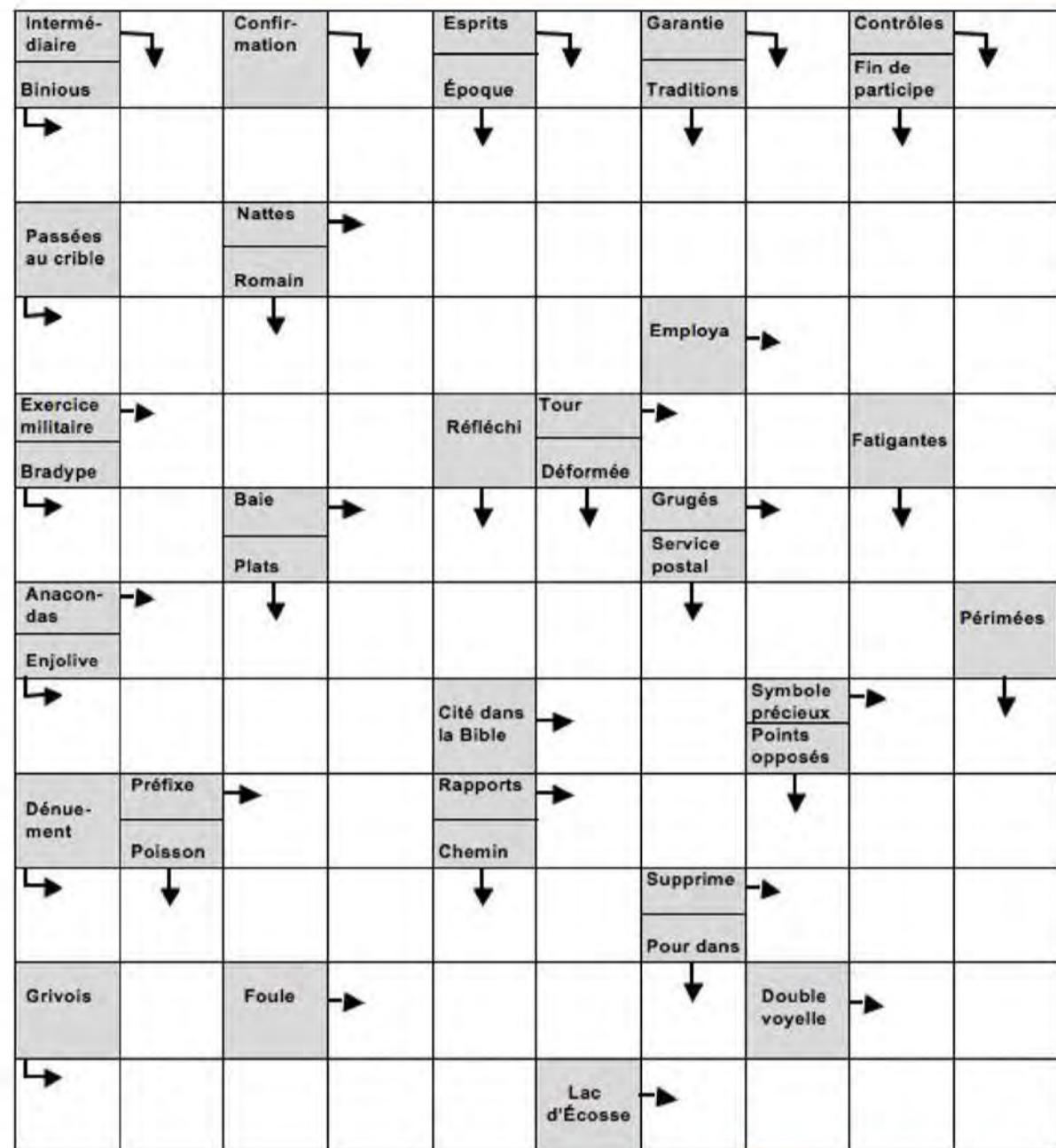
3. MOUCHAHAR EL GOZALETE - 9. BADR EL HOCINE

Mots croisés**HORizontalement**

1 - Qui ne peut être révoqué - 2 - Carrière - Patrie d'Abraham - Un peu de navet - 3 - Égaux - Apprécié - 4 - Moqueries - Écorce de chêne - 5 - Préposition - Coupe - Réfléchi - 6 - Pied de vigne - Dia-
pason - 7 - Avances - Pillage - 8 - Titane - Ciboulot - Pronom - 9 - Fin de participe - Mine - 10 - Drame nippon - Niais - 11 - Phase lunaire - Ensemble des couleurs utilisées par un artiste peintre - 12 - Dure - Fin de participe.

Verticalement

1 - Malédiction proférées contre quelqu'un - 2 - Sottise - Largeur d'une étoffe - 3 - Plante aromatique - Praséodyme - Étain - 4 - Religieuses - Haute tension - Trou dans un mur - 5 - Privées d'eau - Argon - 6 - Aperçu - Degré d'une échelle - Assuré - 7 - Conviendra - Article - Arme - 8 - Moitié de huit - Talent - Greffe - 9 - Moines bouddhistes - Astate - Quart chaud - 10 - Qui s'effacent peu à peu.

Mots fléchés**Mots masqués**

Cette grille masque tous les mots de la liste. Rayez ces mots dans tous les sens, de haut en bas, de bas en haut, de gauche à droite et de droite à gauche, horizontalement, verticalement ou diagonalement. Les lettres restantes vous donneront la solution qui correspond à la définition suivante :

Rapide, vif comme l'éclair (10 lettres)

F	E	F	D	R	U	O	S	N	O	R	I	V	A	U	E	L	G
E	E	S	E	T	U	E	M	E	N	O	L	A	T	S	A	R	E
E	U	R	I	C	O	U	R	E	R	R	A	J	S	V	A	H	S
S	E	V	M	O	L	S	A	I	N	E	G	E	I	N	E	A	S
I	T	T	E	E	T	L	A	R	I	V	M	R	D	P	I	I	O
R	R	N	U	B	R	F	I	S	S	A	P	E	J	O	R	E	R
P	E	E	T	E	T	T	G	I	O	D	E	L	A	L	O	E	C
E	N	V	O	S	N	N	O	T	E	J	I	A	R	A	C	L	E
R	I	E	I	S	A	E	R	V	I	L	T	M	S	G	S	R	R
E	S	T	D	A	T	N	I	L	A	M	R	R	E	T	E	E	I
M	I	N	I	C	S	T	E	V	A	N	O	O	U	O	T	P	O
I	S	I	R	E	E	T	E	V	R	O	S	N	O	L	N	E	P
T	S	O	V	L	T	E	S	N	E	D	L	N	H	A	A	N	E
L	A	R	A	E	A	T	I	R	C	E	N	E	I	F	S	I	T
U	E	R	L	E	D	R	O	H	N	I	A	N	S	L	U	S	E
V	V	R	T	E	R	E	B	T	N	A	L	A	I	U	U	I	
E	U	T	E	R	I	O	F	D	R	A	L	O	T	E	N	O	D
O	T	E	L	I	G	E	R	I	O	B	E	U	S	S	I	E	M

N. B. : une même lettre peut servir plusieurs fois

ALLANT - ASSIS - AVIRON - BERET - BEVUE - BOIRE - CASSE - COUR - CROSSE - DENSE - DIETE - DOIGT - ECRIT - EMEUTE - EVENT - FALOT - FERMER - FOIRE - GALOP - GILET - GRANDE - HAIE - HORDE - HOUE - IDIOT - INERTE - ISSUE - JARRE - JARS - JETON - LARVE - LESINE - LIVRE - MALIN - MESSE - MOULIN - NAIN - NAVET - NORMAL - OINT - ORVET - OURLET - PASSIF - PERLE - POIRE - REPRISE - RIVAL - SAINE - SCORIE - SORTIE - SOURD - TALON - TOISE - TOLARD - ULTIME - USANTE - USINE - VERVE - VIRAL.

Solutions du précédent numéro**MOTS CROISÉS****HORizontalement**

1. Vilipender - 2. Inégale - Rê - 3. Ente - Ers - 4. Di - EE - Dues - 5. Iso - Ego - Ré - 6. Cors - Ems - 7. Allègement - 8. Te - Ma - Âme - 9. Impétigo - 10. Veule - Énée - 11. En - Les - Cru - 12. Stressée.

Verticalement

1. Vindicatives - 2. In - Isolement - 3. Lee - O.R.L - Pu - 4. Igné - Semelle - 5. Pâtée - Gâtées - 6. Ele - Gee - S.S - 7. Ne - Dommage - 8. Eu - Semonce - 9. Errer - Né - Er - 10. Ressent - Peur.

MOTS FLÉCHÉS**HORizontalement**

Entériné - Véracité - Retrait - Na ! - Néo - Trots - Pi - Ruée - Et - Main - St - Sensée - Ire - Ne - Nô - Ni - Orées - S.S - Lésés - Est - Ifs - Carpes.

Verticalement

Envenimé - Rlf - Tête - Années - Terrorisées - Raa - Une - Sec - Licite - En - Sa - Nitres - Os - Net - Ti - Sep - Ente - Rn - Se - Dé - Astreints.

MOTS MASQUÉS DISSIDENT

Démantèlement d'un réseau criminel spécialisé dans l'organisation de harge à Mostaganem

Les services de police de Mostaganem ont réussi à démanteler un réseau criminel spécialisé dans l'organisation d'emigration clandestine par mer, a indiqué, hier, un communiqué de la sûreté de wilaya. La même source précise que l'opération a été menée suite à l'exploitation d'informations faisant état de deux individus s'apprêtant à planifier une sortie illégale du territoire national, à partir de l'une des plages de la wilaya de Mostaganem. Les enquêtes menées par les brigades de la sûreté urbaine extérieure de Benabdemelek Ramdane ont permis d'identifier et d'arrêter rapidement les deux suspects, a-t-on fait savoir de même source. Lors de l'opération, les policiers ont saisi un moteur d'une embarcation de pêche, un canot pneumatique avec tous ses accessoires, 200 litres d'essence conditionnés dans des fûts, ainsi que divers équipements utilisés pour la traversée clandestine, précise le communiqué. Une procédure judiciaire a été engagée à l'encontre des deux suspects, qui ont été présentés devant les instances judiciaires territorialement compétentes pour "organisation de sortie illégale du territoire national par voie maritime" ajoute-on de même source.

Une femme et un enfant meurent en tentant de traverser la Manche

Une femme et un enfant sont décédés au large de Calais dans la nuit de mardi à mercredi en tentant de traverser la Manche clandestinement, a indiqué la préfecture maritime de la Manche et de la mer du Nord (Prémar). Ces décès portent à cinq le nombre de personnes mortes dans la Manche en cherchant à rallier la Grande-Bretagne ces dix derniers jours, selon un décompte de l'AFP à partir de chiffres officiels. Un navire de la marine française est intervenu à la demande de passagers d'un canot clandestin surchargé, transportant environ 85 candidats à l'exil, a précisé la Prémar. Dix passagers ont demandé à être pris en charge et deux autres, une femme et un enfant, ont été retrouvés morts dans le canot, a ajouté la Prémar, précisant que l'embarcation avait ensuite continué sa route vers la Grande-Bretagne. Lundi déjà, la Prémar avait annoncé qu'un naufrage avait fait un mort et un disparu après qu'une embarcation surchargée s'est disloquée. Et le 11 mai, une personne migrante est morte et plusieurs ont été blessées lors d'un naufrage large d'Hardelot, près de Boulogne-sur-Mer (nord) "suite à la perte du tableau arrière où était fixé le moteur". En incluant les deux derniers décès, au moins 15 personnes sont mortes depuis début 2025 en essayant de rejoindre l'Angleterre à bord de "small boats", ces embarcations clandestines précaires souvent surchargées.

EXPRESS-HISTORIQUE

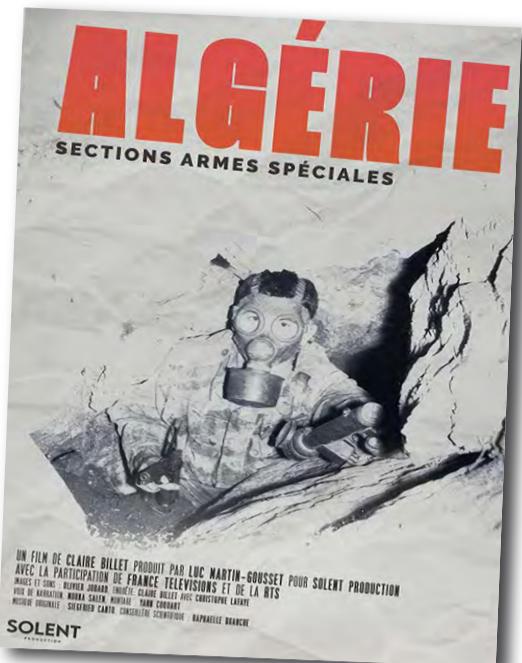
Entre soleil et vent (3)



Le film documentaire « Algérie, sections armes spéciales » diffusé le 8 juin prochain sur France 5

Le film documentaire de Claire Billet « Algérie, sections armes spéciales », qui revient pour la première fois sur la guerre chimique d'ampleur menée par la France en Algérie entre 1956 et 1962, va être « finalement » diffusé le 8 juin sur France 5, dans l'émission la case de l'histoire, a-t-on appris de l'historien Christophe Lafaye qui a participé à la réalisation. A rappeler que ce documentaire devait être diffusé en mars dernier, avant que cette chaîne française ne décide de le déprogrammer. Dans un

communiqué de presse adressé à notre rédaction, les réalisateurs expliquent : « S'appuyant sur les travaux de recherche de l'historien Christophe Lafaye, le film avait été diffusé une première fois en Suisse le 9 mars 2025 puis déprogrammé en France le 16 mars 2025, déclenchant une vague d'indignation en Algérie puis une mobilisation médiatique en France. Entre temps, le film documentaire avait reçu le 4 avril dernier le Prix Terre(s) d'Histoire - INA du festival international du documentaire de Douai, le Figra 2025 ! »



Quatre morts et 192 blessés sur les routes en 24 heures



Quatre (4) personnes sont décédées et 192 autres ont été blessées dans des accidents de la route, survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas, a indiqué hier un communiqué de la Protection civile. Les accidents mortels ont été enregistrés dans les wilayas d'Aïn Defla et de Skikda (un mort et un blessé chacune), ainsi qu'à Biskra (1 mort) et Adrar (1 mort et 2 blessés). Par ailleurs, l'intervention des plongeurs de la Protection civile de la wilaya de Médéa a permis le repêchage du corps d'une femme âgée de 45 ans, décédée dans une mare d'eau située au lieu-dit : Oued El Basbas, commune et daïra de Sidi Naaman. Durant la même période, les éléments de la Protection civile de la wilaya d'Oran sont intervenus pour l'extinction de deux (02) incendies urbains au niveau de la commune d'Oran.

Deux corps sans vie repêchés des eaux d'Oueds à Médéa

Les corps sans vie de deux personnes noyées dans les eaux d'oueds à Ksar-El-Boukhari et Sidi Naamane, dans la wilaya de Médéa, ont été repêchés, lundi soir et mardi, par les éléments de la Protection civile, a indiqué, mardi, un communiqué de ce corps constitué. La première victime, un jeune âgé de 16 ans, a été emportée lundi, par les eaux d'un affluent de l'Oued-Chelif qui traverse la commune de Ksar-El-Boukhari, au sud de Médéa, a précisé la même source, ajoutant qu'une opération de recherche a été déclenchée aussitôt l'alerte donnée. Plus de 80 éléments de la Protection civile, dont plusieurs plongeurs, ont été mobilisés pour cette opération qui a duré plus de huit heures et protection civile. L'autre victime, un adulte âgé de 45 ans, a été repêché mardi, tôt le matin, dans un plan d'eau situé à Oued-El-Besbes, dans la commune de Sidi-Naamane, à l'est de Médéa.

Le ministre de la Culture reçoit le directeur général du Fonds pour le Patrimoine mondial africain

Le ministre de la Culture et des Arts, M. Zouhir Ballalou, a reçu le directeur général du Fonds pour le Patrimoine mondial africain (AWHF), M. Jopela Albino, dans le cadre des échanges et du partenariat entre l'Afrique et les institutions africaines et internationales concernées par la protection du patrimoine", a indiqué mardi, un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, tenue mardi soir, les deux parties ont évoqué les moyens de

renforcer la coopération dans le domaine de la protection du patrimoine, notamment à travers l'enrichissement du nombre des sites culturels et naturels des pays africains inscrits sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, et la formation des experts africains dans le domaine du patrimoine culturel. À cette occasion, le directeur du AWHF a salué les efforts consentis par l'Algérie "en soutien au patrimoine africain, ainsi que sa présence remarquable dans les organismes internatio-

naux concernés par le patrimoine", mettant en avant son "rôle de premier plan dans le continent africain, et son engagement à partager son expertise et ses connaissances avec les pays frères". Sur proposition du AWHF, "l'Algérie accueillera un atelier régional de formation regroupant des experts de haut niveau, issus de 10 pays africains, et ce dans le cadre d'une démarche commune visant à intensifier la coopération et à développer les compétences en Afrique",

AUX POINGS
«l'Algérie œuvre activement à renforcer sa résilience économique, en diversifiant ses ressources et en développant les investissements dans des secteurs névralgiques, tels que l'agriculture, l'hydraulique, et les industries agroalimentaires»

Abdelkrim Bouzred, ministre des Finances



La Chine dénonce les nouvelles mesures américaines sur les puces Huawei

La Chine a promis hier des "mesures fermes" en réponse aux nouvelles recommandations de l'administration Trump sur l'utilisation de puces électroniques avancées, notamment du géant chinois Huawei, dénonçant une tentative d'"intimidation". L'administration du président américain Donald Trump a certes annulé la semaine dernière de nouvelles restrictions à l'exportation de puces avancées, répondant aux appels de plusieurs pays qui s'inquiétaient d'être écartés de technologies essentielles au développement de l'IA. Ces nouvelles règles, qui devaient s'ajouter, à partir du 15 mai, à des contrôles déjà mis en place en 2022 et 2023, avaient été annoncées par le gouvernement de Joe Biden mi-janvier, quelques jours seulement avant la fin de son mandat. Mais parallèlement à leur annulation, le département américain du Commerce a dévoilé de nouvelles directives qui mettent en garde contre l'utilisation de semi-conducteurs d'IA chinois, et en particulier les puces Ascend du géant technologique Huawei, menaçant de "sanctions pénales et administratives importantes, pouvant aller jusqu'à l'emprisonnement". Ces directives avertissent également "le public des conséquences potentielles qu'induirent le fait de laisser des puces américaines être utilisées" pour développer des "modèles chinois d'IA". Pékin a vivement réagi mercredi, accusant Washington d'"abuser des contrôles à l'exportation pour contenir et réprimer la Chine".

EN FRANCE

Le pro-palestiniens bâillonnés et jetés en prison

Après être restés longtemps « les bras croisés » face à l'agression génocidaire commise par l'entité sioniste contre la population palestinienne à Ghaza, et, pire, tout en participant aux massacres de femmes et d'enfants par leur aide en armes (toutes sortes), en renseignement (soi-disant pour trouver les « otages »), en propagande mensongère (sur la résistance palestinienne), par la répression contre les pro-palestiniens (accusés d'anti sémitisme),... les dirigeants de l'Union européenne (UE) et d'autres pays occidentaux font mine de « tourner casaque » et s'en prennent à leur allié, le criminel Netanyahu.

Ils trouvent qu'il est allé trop loin avec les bombardements et les pilonnages qui ont tué des familles entières, et le blocus qui a affamé la population. On apprend de source européenne que « mardi 20 mai, une majorité de ministres des Affaires étrangères de l'UE s'est pro-

noncé en faveur d'une révision de l'accord d'association UE-Israël dans le but d'accentuer la pression sur le pays afin qu'il lève son blocus humanitaire de la bande de Ghaza ». C'est tout. D'ailleurs, la même source s'empresse de préciser qu'« il reste toutefois peu probable qu'une suspension effective de l'accord, qui nécessiterait l'unanimité des Vingt-Sept et une intervention de la Commission, puisse être obtenue prochainement en raison des profondes divisions entre les États membres ». En fait, la réalité du terrain s'est imposée: la résistance palestinienne tient bon, la population martyrisée ne cède pas, l'armée sioniste n'a atteint aucun de ses objectifs, les « otages » restent introuvables et ne seront libérés que sur la base d'un accord d'arrêt de l'agression et de retrait des troupes sionistes de Ghaza, les reconnaissances de l'Etat palestinien se poursuivent, les médias occidentaux qui trouvaient des justificatifs aux actes criminels de Netanyahu et ses complices, les condamnent maintenant. Hier, lors de sa toute première audience générale, à la place Saint-Pierre, le pape Léon XIV a appelé à l'entrée de l'aide humanitaire à Ghaza. Élu le 8 mai, il a appelé à un cessez-le-feu dans la bande de Ghaza lors

de sa première messe. Hier, également, le gouvernement catalan a annoncé la fermeture immédiate de son bureau commercial à Tel Aviv, en signe de protestation contre l'agression sioniste à Ghaza et a demandé l'exclusion de l'entité sioniste du concours de l'Eurovision. À l'intérieur de l'entité sioniste, le moral est sapé par les informations sur le blocus de l'aéroport de Tel Aviv et maintenant du port de Haifa annoncés par les forces armées yéménites ; la tendance à quitter l'entité sioniste devient plus forte. Sans doute conscients de cette réalité, les dirigeants de Grande Bretagne, de France, du Canada et de l'UE haussent le ton et se retournent maintenant contre l'entité sioniste. Il n'est jamais trop tard. Bien avant eux, un intellectuel français, François Burgat, guidé par les principes humanistes, a critiqué le terrorisme d'Etat pratiqué par l'entité sioniste contre les Palestiniens. Et c'est lui qui comparaît devant un tribunal pour... apologie du terrorisme. François Burgat, 77 ans, ancien chercheur du Centre national de la recherche scientifique (CNRS, France), est connu pour être l'auteur de nombreux ouvrages sur le Proche-Orient, comme islamologue et politologue. Son « crime » : il s'est attaqué au « mauvais » terrorisme, celui qui doit rester impuni, aux yeux des dirigeants politiques occidentaux, le terrorisme pratiqué par l'entité sioniste. François Burgat a de la sympathie pour la lutte du peuple palestinien et de l'aversion pour les criminels qui dirigent l'entité sioniste. Il n'est pas le seul à être dans cette position honorable de défenseur des valeurs humaines, des millions de personnes, à travers le monde, clamant, tous les jours, « free, free, Palestine », malgré l'accusation d'anti sémitisme, passible, dans les pays occidentaux, d'exclusion professionnelle ou de l'université et d'emprisonnement. Les États-Unis ont donné l'exemple avec leur « chasse aux sorcières » déclenchée contre les militants pro-palestiniens dans les universités américaines.

M'hamed Rebah

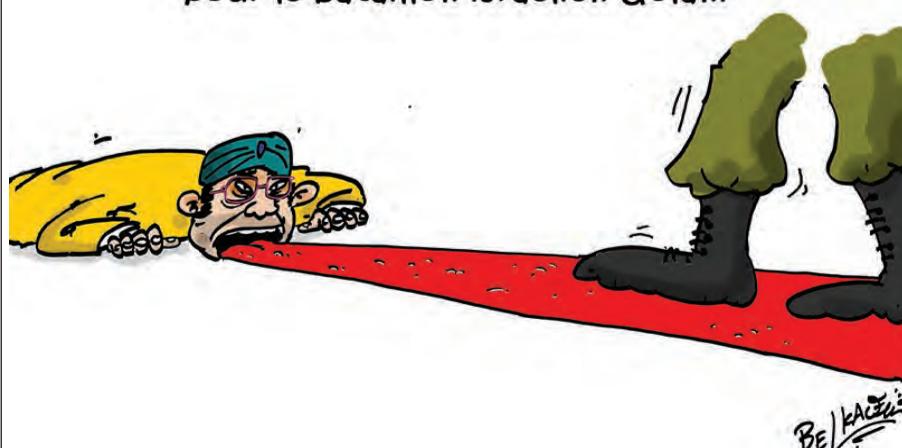
FORUM

Pour des raisons indépendantes de notre volonté, le Forum du Courrier d'Algérie que nous avons prévu hier, a été reporté à une date ultérieure. Merci pour votre compréhension.

Synthèse F. G.

SOUS-RIRE

Le Maroc déroule le tapis rouge pour le bataillon israélien Golani



Zouhir Mebarki

HORAIRES DES PRIÈRES

Jeudi 24 dou el kaâda 1446

Dohr : 12h45
Assar : 16h35
Maghreb : 19h58
Îcha : 21h33

Vendredi 25 dou el kaâda 1446
Sobh : 03h50
Chourouk : 05h35

CHENGRIFA À LA 3^e RÉGION

MILITAIRE :

« Veiller sur les intérêts suprêmes du pays »

Le général d'armée Saïd Chengriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'état-major de l'ANP a entamé hier, une visite de travail et d'inspection en 3e Région militaire, indique un communiqué du MDN. La visite a été entamée au niveau du Secteur opérationnel sud Tindouf où le général d'armée a tenu une rencontre d'orientation avec les cadres et les personnels de la Région. Dans une allocution prononcée à l'occasion et diffusée par visioconférence à toutes les unités de la Région, Chengriha a souligné l'intérêt particulier qu'il accorde à l'exécution des exercices tactiques, qui constituent « un critère réel pour mesurer les aptitudes combatives des personnels et leur maîtrise des matériels et systèmes d'armes acquis. » « Le professionnalisme du combattant, lors des guerres, a toujours été un facteur décisif et un critère important pour mesurer la disponibilité des forces et leur capacité à assumer pleinement les missions assignées, de même que les performances individuelles, la discipline et la capacité d'adaptation aux conditions changeantes de la bataille sont des qualités nécessaires pour mener le corps de bataille à la victoire », a-t-il indiqué. « C'est dans ce cadre que s'inscrit l'intérêt particulier que nous accordons à l'exécution des exercices tactiques, de différents niveaux et échelons, en ce que ces derniers sont une épreuve réelle, tant pour l'appareil de formation, qui constitue le creuset où se forgent les compétences, que pour la préparation au combat qui vient en appui pour renforcer l'expérience et le professionnalisme des personnels, et accroître leurs aptitudes à maîtriser les différents matériels et systèmes d'armes mis à disposition », a-t-il ajouté. Le général d'armée a insisté sur la nécessité « d'harmoniser les efforts consentis et les moyens matériels et ressources humaines mobilisés, pour sauvegarder la souveraineté nationale et protéger la sécurité du pays et des citoyens ». « Dans cette perspective, nous veillons à ce que le progrès réalisé dans tous les aspects du métier des armes, au niveau de l'ensemble des composantes de nos Forces armées, soit en parfaite correspondance avec les efforts consentis, et les moyens matériels et ressources humaines mobilisés, ainsi qu'avec les ambitieux objectifs arrêtés, notamment en ce qu'il s'agit de réunir les éléments de puissance militaire, à même de nous permettre de défendre la patrie et les citoyens, de sauvegarder notre souveraineté nationale sacrée et de protéger la sécurité et les intérêts suprêmes de notre pays », a-t-il ajouté.